

SYNDICALISME UNIVERSITAIRE

Bulletin hebdomadaire du Syndicat Général de l'Éducation Nationale (C.F.T.C.)
82, Rue d'Hauteville, PARIS (10^e) -- Téléphone : PRO 92-37

AU BUREAU
NATIONAL

Après le traité de Moscou

LE S.G.E.N. ET LES PROBLÈMES DU DÉSARMEMENT

Dans sa réunion de rentrée, le 18 septembre, le bureau national du S.G.E.N. a déterminé l'attitude du syndicat à l'égard des problèmes du désarmement, tels qu'ils se posent après la signature, le 5 août 1963, à Moscou, d'un accord pour la cessation des essais d'armes nucléaires sous les mers, dans l'air et dans l'espace extra atmosphérique.

Le bureau national a délibéré à partir de sa résolution du 24 avril 1963, confirmée par le comité national du 2 mai 1963, et de la résolution du congrès confédéral de juin demandant l'arrêt du programme de force nationale de frappe. Le bureau national a pris en considération l'ensemble des données historiques rappelées dans l'étude sur le problème du désarmement nucléaire qu'a préparée le secrétaire général et qu'a présentée à la récente session de Bierville le secrétaire national du second degré. Le bureau national a été ainsi conduit aux conclusions ci-dessous :

1. A l'occasion du traité de Moscou, il appartient à un syndicat universitaire de saluer l'effort de tous ceux qui, dans les universités et les laboratoires du monde, attentifs aux périls de l'ère atomique, réclament depuis des années un accord international interdisant les essais d'armes nucléaires, éliminant les retombées radio-actives et constituant un premier pas dans la voie du désarmement.

2. Si limité qu'il soit (l'accord ne porte en effet que sur les essais décelables par les moyens nationaux de contrôle, sans inspection internationale), le traité de Moscou peut être un premier pas du fait qu'il manifeste l'accord des deux principales puissances nucléaires, accord indispensable pour que le monde avance dans la voie du désarmement.

3. Au point de départ de la phase actuelle d'effort pour le désarmement, il faut d'ailleurs noter :

a) la déclaration commune du 20 septembre 1961, par laquelle les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ont fait connaître aux Nations-Unies leur accord sur un certain nombre de principes concernant la négociation d'un désarmement général et complet à réaliser par étapes ;
b) la résolution présentée par les Etats-Unis et l'U.R.S.S., le 13 décembre 1961, à l'assemblée gé-

rale de l'O.N.U., sur la composition d'un Comité de désarmement travaillant sur la base de la déclaration du 20 septembre : le projet commun américano-soviétique a été unanimement adopté le 20 décembre 1961 par l'assemblée générale.

4. Le bureau national du S.G.E.N. ne peut que regretter le refus par la V^e République de siéger à ce Comité des Dix-Huit où, à côté de cinq puissances de l'Alliance Atlantique et des cinq puissances du Pacte de Varsovie, avaient été appelés huit pays neutres, ou « non engagés » : le général de Gaulle avait à cette occasion marqué sa préférence (confirmée dans sa dernière conférence de presse) pour une conférence à quatre (les trois puissances nucléaires et la France en voie de devenir telle), en déniaut aux autres pays la capacité d'apporter une contribution positive aux problèmes du désarmement.

En accord avec la résolution du congrès confédéral, le S.G.E.N. demande que le gouvernement français prenne au Comité du désarmement de l'O.N.U., à la conférence des Dix-Huit, la place qui lui revient.

Conformément à ses propres résolutions et à la résolution confédérale contre la politique de force nationale de frappe, le S.G.E.N. demande également que la France signe le traité de Moscou.

5. Conformément à la résolution du comité national attentive aux réalités internationales d'équilibre des forces, le bureau national du S.G.E.N. attire l'attention sur le paragraphe 5 de la déclaration américano-soviétique du 20 septembre 1961 : Toutes les mesures de désarmement général et complet devront être équilibrées afin qu'à aucun stade de l'exécution du traité, aucun Etat ou groupe d'Etats ne puisse acquérir un avantage militaire et que la sécurité soit également assurée pour tous.

Alors qu'une politique de dissémination des armes atomiques accroît l'insécurité dans le monde et en Europe même, le maintien de l'équilibre entre les « groupes d'Etats » tels que ceux de l'Alliance Atlantique ou du Pacte de Varsovie apparaît comme une condition de sécurité dans la phase actuelle et devant les mesures éventuelles de désarmement progressif.

(Suite page 3.)

SOMMAIRE

- P. 2 : COTISATIONS.
P. 3 : Les nouveaux pouvoirs des préfets : L'Éducation Nationale acceptera-t-elle d'être asservie ?
La loi anti-grève : Nouveau coup porté au syndicalisme.
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.
P. 4 : PREMIER DEGRÉ :
Dégradation ;
Taudis scolaires ;
P. 5 : C.E.G. : Questionnaire ; Informations.
C.N.J. : Remplaçants.
Lu dans la presse de province : En Moselle.
P. 6 : C.E.T. : Appel aux enseignants des C.E.T. Echelle II.
Stagiaires des E.N.N.E.P.
P. 7 : LYCEES TECHNIQUES : Service des P.T.A.
SECOND DEGRÉ : Refus des heures supplémentaires.
P. 8 : ACTION REVENDICATIVE.
N.B. — Pour des raisons indépendantes de notre volonté, la parution de « S.U.-JEUNES » est retardée jusqu'au 10 octobre.

Jean BROCARD



C'est avec une émotion profonde que nos camarades liront dans ce journal la signature de Jean Brocard, au bas du dernier article qu'il aura écrit.

Notre ami est mort subitement, dimanche 29 septembre, à 11 h. du matin. Il avait 47 ans.

Rien ne faisait prévoir cette disparition. Jean Brocard nous paraissait à tous comme doué d'une vitalité à la fois calme et puissante. Il avait consacré au S.G.E.N. une partie de ses vacances et jeudi dernier encore, pendant toute la journée, il avait dirigé le travail de la commission dont il avait la charge.

Nous sommes frappés de stupeur, et les mots sont impuissants à exprimer notre peine. Nous reparlerons de lui, que nous ne saurions oublier. Nous avons conscience que son nom vient s'inscrire dans la liste des militants syndicalistes qui sont morts à la tâche.

La famille de Jean Brocard est celle du S.G.E.N. tout entier : c'est d'un cœur unanime que nous partageons la souffrance de sa femme, de sa mère, de ses trois enfants.

DEFENSE DES LIBERTES :

Enseignants, lisez les articles consacrés à la loi anti-grève et au décret du 29 juillet (et ses instructions d'application).

(Page 3.)

BILLET PÉDAGOGIQUE

N.B. — Obligé, pour des raisons professionnelles, de confier à Prost la responsabilité de la Commission pédagogique nationale, Natanson assurera toutefois dans S.U. un billet hebdomadaire, où il formulera un certain nombre de réflexions sur l'actualité pédagogique.

SYNDICALISME ET VOCATION ENSEIGNANTE

Il est de mode de reconnaître que les enseignants sont mal payés et travaillent dans des conditions déplorables. Mais on ajoute aussitôt qu'ils ont une vocation spéciale, que tout n'est pas affaire de « gros sous », et, finalement, on fait appel à leur « dévouement ». L'actuel ministre est spécialiste de ce genre de considérations.

De tels propos sont d'autant plus scandaleux qu'ils renferment une part de vérité. La vocation enseignante est plus qu'une simple carrière. Enseigner, c'est s'engager tout entier dans une tâche qui comporte une lourde responsabilité, tant à l'égard de la nation qu'envers chaque enfant.

Mais ce n'est absolument pas une raison

pour nous dire : votre tâche est belle, elle exige des sacrifices dont vous êtes payés par la joie de contribuer à la formation des jeunes qui sont l'avenir du pays, donc, ne revendiquez pas trop fort, comme de simples métallos ou de vulgaires mineurs, et débrouillez-vous avec les moyens du bord.

Eh bien ! non.

Nous ne céderons pas à ces chantages, justement parce que nous avons une idée très haute de notre vocation. Et c'est le rôle du syndicalisme enseignant de définir et de défendre les conditions d'exercice de cette vocation.

Car nous ne sommes pas des machines à débiter des cours. Il n'y a pas de formation valable sans dialogue. Il n'est pas possible d'utiliser des méthodes actives, d'individualiser l'enseignement, avec des classes pléthoriques, dans des locaux insalubres et surchargés.

Il n'est pas possible d'adapter notre enseignement aux exigences actuelles si on ne nous laisse pas le temps de la préparation, de l'information, de la réflexion, si on nous impose des maxima de service ex-

sifs, et si on ne nous permet de vivre décemment qu'en acceptant des heures supplémentaires en nombre croissant, à un taux scandaleux.

La réforme exige de nous un travail supplémentaire : dossiers, conseils de classe. Choses fort utiles. Mais que les conditions actuelles nous empêchent d'accomplir avec la sérénité nécessaire.

La réforme nous oblige à nous adapter à un public scolaire nouveau, à des enfants qui n'ont pas chez eux le soutien qu'offraient aux leurs les familles bourgeoises.

Les programmes sont à la fois pléthoriques et vécus et il faut les adapter à l'évolution du savoir.

Réforme démocratique, rénovation des programmes et des méthodes : on sait à quel point nous sommes attachés à ces objectifs. Et quelles suggestions constructives nous ne cessons de faire.

C'est que nous sommes conscients des responsabilités qui tiennent à notre vocation.

Mais qu'on nous en donne les moyens.

Et si on ne nous les donne pas ?

Eh bien, il faut les prendre.

Il y a une incompatibilité entre les impératifs de notre vocation, et les exigences contradictoires de l'administration.

On nous dit :

— Voici vos horaires, vos programmes, vos effectifs. Impératifs, bien entendu.

— Avec cela, vous devez préparer aux examens, tout en pratiquant des méthodes actives et individualisées, et en dispensant une formation intellectuelle et morale en profondeur.

C'est la quadrature du cercle.

La plupart d'entre nous sont déchirés par ces exigences contradictoires. Ils voudraient tout concilier, par scrupule de conscience professionnelle.

Mais la vraie conscience professionnelle, expression intime de la vocation, exige le choix, avec la révolte que cela implique.

Choisir, ici, c'est préférer l'essentiel à l'accessoire, et rejeter ce qui est impossible, ou inconciliable avec les conditions d'une pédagogie digne de ce nom.

C'est, par exemple, refuser de se considérer comme assujettis à des programmes irrationnels. C'est refuser de faire travailler 50 élèves quand ce n'est pas possible.

Bref, c'est revendiquer la liberté pédagogique, et la prendre, en attendant qu'on nous la donne.

C'est opter pour la qualité contre la quantité.

Nous essaierons, dans les semaines qui viennent, de voir comment c'est concrètement possible.

On fait appel à notre vocation - A nous de relever le défi.

Jacques NATANSON.

TABLEAU DES COTISATIONS 1963-1964

Catégories			Échelons																	
PREMIER DEGRE :																				
Instituteurs	supp.	stag.	1 ^{er}	2 ^e	3-4-5	6-7	8-9	10	11											
Directeurs école primaire				1	2-3	4-5	6-7	8-9	10	11										
Professeurs de C.E.G.				1	2-3	4-5	6-7	8-9	10	11										
Directeurs de C.E.G.						1-2	3-4	5-6	7-8	9	10	11								
COLLEGES D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE :																				
P.T.A. et S.G.			1	2	3	4-5	6	7-8	9	10	11									
P.E.G., P.E.T.T., chefs d'atelier			1		2-3	4	5	6-7	8	9	10	11								
Directeurs, chefs de travaux				1	2	3	4	5-6	7	8	9	10	11							
LYCEES, ECOLES NORMALES :																				
M.A. catégorie III (D) (y compris C.E.T.)			2 ^e	3 ^e	4-5	6-7	8													
M.A. catégorie II (A et C) (id.)				2 ^e	3	4	5-6	7	8											
M.A. catégorie I (B) (id.)				1 ^{er}		2	3	4	5	6-7	8									
A.E., chargés d'enseignement, P.T.A.			1		2-3	4	5	6	7-8	9	10	11								
Répétiteurs, P.A.	1		2		3	4	5	6-7												
Surveillants généraux						2-3	4	5	6-7	8	9	10	11							
Professeurs certifiés et assimilés				1		2	3	4	5	6	7	8		9		10	11			
Professeurs biadmissibles					1		2	3	4	5	6	7		8		9	10	11		
Professeurs agrégés et assimilés							1	2	3	4	5	6		7		8	9	10	11	
INTENDANCE. ADMINISTRATION UNIVERSITAIRE :																				
Secrétaires d'I.U. et A.U.		1-2	3-4	5-6	7-8	9	10-11	exc.												
Attachés d'I.U. et A.U., 2 ^e classe		stag.	1	2	3	4	5	6-7	8											
Attachés 1 ^{re} classe et exc.								1	2	3	4-5	6		7		8				
Attachés principaux d'I.U. et A.U.									1	2	3	4		5		6				
Intendants 2 ^e grade										1	2	3		4		5				
Intendants 1 ^{er} grade											1	2-3		4		5	6	7		
ORIENTATION PROFESSIONNELLE :																				
Conseillers			1		2-3	4	5	6	7	8	9									
Directeurs de centre				1	2	3	4	5	6	7	8									

Taux en francs	32	35	38	40	42	44	47	50	52	54	57	59	61	63	66	68	70	73	76	80	83
Retraités, toutes catégories							20														
M.I. et S.E.							25														
Pour l'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, les cotisations seront publiées ultérieurement.																					
Pour les CHEFS D'ETABLISSEMENT ET CENSEURS, les INSPECTEURS PRIMAIRES, les taux sont communiqués aux trésoriers académiques.																					
Stagiaires E.N.N.E.P. et externes C.E.T.																					28
I.P.E.S., C.P.R., délégués rectoraux licenciés																					28
M.A. catégories III et II, 1 ^{er} échelon																					28

Trésoriers académiques

AIX-MARSEILLE : Alpes-Maritimes, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Bouches-du-Rhône, Corse, Var, Vaucluse. Mlle AUGER, 8, rue Félix-Eboué, MARSEILLE (2^e).

BESANCON : Doubs, Haute-Saône, Jura, Territoire de Belfort. M. SCHITTE, 2 A, rue Mallarmé, BESANCON.

BORDEAUX : Basses-Pyrénées, Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne. M. GIROU, 9, cité Tauzin, BLAYE (Gironde).

CAEN : Calvados, Eure, Manche, Orne, Sarthe, Seine-Maritime. M. BRUEL Yves, 3, rue Aristide-Briand, FALAISE (Calvados).

CLERMONT-FERRAND : Allier, Corrèze, Cantal, Creuse, Haute-Loire, Puy-de-Dôme. Mlle NICOLET, 17, rue des Prés-Bas, CLERMONT-FERRAND.

DIJON : Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne. M. LE NEUF, 1, rue du 26^e-Dragons, DIJON.

GRENOBLE : Ardèche, Drôme, Haute-Saône, Isère, Savoie. Mme BRUNIER, 2, place d'Appri, GRENOBLE.

LILLE : Nord, Pas-de-Calais, Somme. M. GOUNON, 47, avenue Suzanne, LA MADELEINE (Nord).

LYON : Ain, Loire, Rhône. M. TOURNISSOU, 19, rue Burdeau, LYON (1^{er}).

MONTPELLIER : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales. M. RIBOT, 2, impasse des Glycines-Chantilly, ALES (Gard).

NANCY : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges. Mlle DORMAGEN, 98, rue Jean-Jaurès, VANDOEUVRE (Meurthe-et-Moselle).

NANTES : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Vendée. M. DESCHOUPE, lycée Chevalier, rue A.-Lecouvreur, ANGERS.

ORLEANS : Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret. M. MEIGNAT André, bloc A, rue de l'Yser, GIEN (Loiret).

PARIS : Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Oise. M. EYMARD, S.G.E.N., 26, rue de Montholon, PARIS (9^e).

POITIERS : Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Haute-Vienne, Vienne. Mlle CADORET, 10, rue de l'Hôtel-Dieu, POITIERS.

REIMS : Aisne, Ardennes, Aube, Marne, Haute-Marne. Mme LACOUR, MOY-DE-L'AISSNE (Aisne).

RENNES : Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Mayenne, Morbihan. Mlle DESOUCHES, 9, rue de Siam, BREST (Finistère-Nord).

TOULOUSE : Ariège, Aveyron, Gers, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Lot, Tarn, Tarn-et-Garonne. Mlle ENJALBERT, 18, rue de l'Orient, bâtiment B, TOULOUSE.

STRASBOURG : Bas-Rhin, S.G.E.N., 10, rue des Bateliers, STRASBOURG; Haut-Rhin, S.G.E.N., 13, porte du Miroir, MULHOUSE; Moselle, S.G.E.N., 32 bis, rue Dupont-des-Loges, METZ.

TOUS AUTRES TERRITOIRES : S.G.E.N., 82, rue d'Hauteville, PARIS (10^e).

Nous rappelons à nos collègues, professeurs d'Ecoles Normales, que la trésorerie nationale de la section est supprimée à partir de cette année. Ne payez plus de cotisations à M. BENE : vous compliquerez son travail. Toutes les cotisations vont à verser aux trésoriers académiques.

LE TAUX DES COTISATIONS

La cotisation est la contribution volontaire de ceux qui refusent d'être soumis ou résignés.

La cotisation est une arme pour l'action, mais pour que cette action soit efficace, il faut des cotisations suffisamment fortes.

La cotisation faible est une tentation dangereuse : elle facilite le recrutement au détriment de l'efficacité : le moins de service possible pour le moins d'argent possible. L'argent est le nerf du combat syndical.

LA COTISATION EST UN OUTIL POUR L'ORGANISATION ET LA FORMATION

— L'adhérent est en droit d'exiger de son organisation un fonctionnement parfait lorsqu'il recourt à elle (promotion, mutation, embauche, personnels), mais il doit lui en donner les moyens.

La bonne volonté seule ne crée pas les machines à écrire.

— Les militants « dévoués » ont des frais et plus ils sont dévoués plus ils ont des frais.

— La formation des militants de demain dans les sessions régionales ou nationales ne se fait pas sans argent.

— La propagande pour faire connaître le

S.G.E.N., augmenter le nombre de ses adhérents, donc sa puissance, nécessite des fonds.

— L'adhérent de « base » doit pouvoir faire connaître son opinion au « sommet ». Pour que la démocratie syndicale ne soit pas un vain mot, il faut réunir périodiquement des congrès et des comités nationaux.

FAIRE PAYER CHER POUR MIEUX SERVIR

— C'est la politique des syndicats étrangers (une à deux heures de salaire par semaine) qui peuvent se permettre d'engager les travailleurs dans de longues actions grâce à leur caisse de grève bien garnie.

— C'est la politique des syndicats C.F.T.C. dont les cotisations représentent, au minimum, une heure de travail par mois.

Les caisses du syndicalisme universitaire français ont vingt ans de retard.

Les militants doivent à tout moment fournir des explications :

- Sur le rôle de la cotisation ;
- Sur les parts nécessaires à chaque stade de structure ;
- Sur la nécessité de calculer les cotisations en fonction des besoins.

Prochain article : Où passe l'argent ?

Adhérents, payez vos cotisations

- Adressez-vous au secrétaire d'établissement, au secrétaire du secteur dont vous dépendez.
- Vous pouvez aussi payer directement par virement postal au C.C.P. du trésorier S.G.E.N. de votre département, mais attention, conformez-vous strictement aux indications contenues dans le bulletin départemental ou académique.
- Si vous êtes isolé, adressez un chèque de virement postal chiffré, daté et signé, mais sans indication de bénéficiaire, au trésorier académique de la liste ci-jointe qui transmettra.
- Dans tous les cas, n'oubliez pas de préciser sur le talon du chèque votre degré d'enseignement, catégorie, échelon et votre établissement.

LES DÉBOUCHÉS DU BACCALAURÉAT

Le baccalauréat premier grade universitaire, sanctionne les études des enfants qui, entrés dans l'enseignement du second degré classique, moderne ou technique, se sont montrés capables de le suivre jusqu'à son terme. Quelles perspectives s'ouvrent au jeune bachelier ?

Cette question comporte une multitude de réponses, et c'est pour les énumérer en les classant, que le Bureau Universitaire de Statistique et de Documentation Scolaires et Professionnelles publie périodiquement « Les débouchés du baccalauréat ». La dernière édition entièrement mise à jour vient de paraître et comporte plus de 350 pages.

Les carrières qui s'offrent aux bacheliers sont réparties en onze sections que des onglets de couleur séparent les unes des autres. Un index alphabétique permet de retrouver dans le texte toutes les professions et activités citées. Une introduction et une annexe donnent toutes les indications générales relatives à l'organisation des études supérieures et à l'implantation géographique des lieux de préparation.

Prix du volume : 14,50 F (franco 15,75 F).

A demander à : Service de Vente du B.U.S., 3, rue Turbigo, Paris-1^{er}.

Règlement à : M. l'Agent-Comptable du B.U.S., 4, rue des Irlandais, Paris-5^e. C.C.P. Paris 9131-32.

SYMPATHISANTS,

vos sympathies nous touche !

Votre adhésion ferait mieux notre affaire... et la vôtre !

Ce qui est efficace... ce n'est pas

- l'accord de principe ;
- l'encouragement ;
- la bonne intention,

Mais... la prise de responsabilité.

Adhérez au S.G.E.N.

Payez votre cotisation.

Prix Edouard Herriot

Chaque année le « Prix Edouard-Herriot » fondé en 1951 par la section littéraire du Groupe Artistique du Personnel de l'Assemblée Nationale, couronne une œuvre inédite d'un écrivain fonctionnaire.

Le jury qui décerne le prix est composé de nombreuses personnalités du monde des Lettres et il est placé sous la présidence de M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée Nationale.

Le prix comporte une dotation de 500 F qui est remise au lauréat accompagnée d'un contrat avec une grande maison d'édition qui publie l'œuvre sélectionnée.

Mlle C.-H. Huyghe, attachée au Cabinet de M. le Président de l'Assemblée Nationale, communiquera le règlement et tout renseignement complémentaire aux candidats qui en feront la demande :

99, rue de l'Université, Paris 7^e.

Les fonctionnaires (et assimilés) désireux de concourir pour le Prix Edouard-Herriot 1964, devront faire parvenir à cette même adresse, leurs manuscrits en quatre exemplaires dactylographiés avant la date limite du 31 décembre 1963.

LES CARRIÈRES de la marine marchande et des constructions navales

Si les jeunes Français rêvent volontiers d'être aviateurs, voire astronautes, l'appel plus classique de la vie de marin a conservé toute sa séduction. Quelles carrières sont-elles offertes par l'activité maritime commerciale ? Telle est la question à laquelle répond le numéro 143 de la revue « Avenir ».

Après une préface de M. Jean MORIN, secrétaire général de la Marine marchande, une étude d'ensemble de la conjoncture, dans ce secteur d'activité, en fonction des dispositions du quatrième plan d'équipement, est faite par M. Pierre LÉONARD, chef du bureau des Affaires économiques de la construction navale.

Puis sont étudiés les divers aspects (pont, machines, radio, etc.) de l'activité du métier de marin, sur les cargos, sur les pétroliers et sur les bateaux de pêche. Une autre partie du numéro est consacrée aux carrières sédentaires : l'administration des compagnies de navigation et celle de l'inscription maritime, les officiers de port et le pilotage, le corps enseignant des écoles nationales de la Marine marchande.

Quelles voies permettent-elles d'accéder aux carrières décrites ? Deux articles décrivent l'enseignement puis l'apprentissage maritime : un troisième étudie la question sous son aspect statistique.

Enfin, au problème de la navigation est lié celui de la construction des bateaux. Tout ce qui concerne l'industrie des constructions navales fait l'objet de la dernière partie du numéro, notamment la description des carrières offertes et la présentation de l'Ecole nationale supérieure du génie maritime.

A ceux qui sont tentés par « l'appel de la mer », nous citerons le titre d'un des articles : « Soyez sûrs de votre vocation ! ». Le numéro 143 de la revue « Avenir » a été écrit pour permettre aux vocations maritimes de s'assurer.

Prix de ce numéro : 5,75 (franco 6,25 F).

A demander à : Revue « Avenir », 3, rue de Turbigo, Paris 1^{er}.

Règlement à : Monsieur l'Agent-Comptable du B.U.S., 4, rue des Irlandais, Paris 5^e. C.C.P. 9131-32.

L'ÉDUCATION NATIONALE acceptera-t-elle d'être asservie ?

Nous publions ci-dessous l'article de notre camarade Girard, secrétaire académique de Poitiers et membre du Comité national du S.G.E.N. Inutile de dire que le bureau national et le secrétariat national ont examiné les textes et sont intervenus en conséquence (cf audience de M. le Ministre et démarches diverses). Mousel reviendra sur le problème dès la semaine prochaine. La gravité des textes et des conséquences prévisibles, justifie amplement l'appel de notre camarade à tous nos collègues.

SERIONS-NOUS donc devenus si étourdis, ou si résignés, ou si lâches ? Les mesures visant à l'aménagement des services de l'Etat dans les circonscriptions d'action régionale de Bourgogne et de Haute-Normandie n'ont pas soulevé parmi les enseignants, l'indignation que justifierait leur exceptionnelle gravité.

De quoi s'agit-il ? Le décret du 29 juillet se présente comme un ensemble de dispositions générales visant à unifier les services publics de la région sous le contrôle d'un « préfet coordonnateur », ceci en vue de « l'élaboration et l'exécution des programmes d'investissement ». En vertu de quoi les recteurs doivent tenir le préfet coordonnateur au courant du fonctionnement de leurs services et des affectations de fonctionnaires qui relèvent de leur autorité.

Mais la circulaire d'application du 1^{er} août nous enlève toutes les illusions que nous pourrions avoir au sujet du caractère purement technique des mesures prises. Il s'agit en effet pour les préfets d'estimer si parmi les nominations rectoriales (M.I.-S.E., maîtres auxiliaires, personnel relevant du secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, instituteurs, agents...), il en est de « grave-ment inopportunes ou risquant de porter atteinte à l'ordre public ».

On a compris que le plan n'a rien à voir en l'affaire ; il s'agit purement et simplement de faire superviser le mouvement rectoral par les renseignements généraux.

Les recteurs sont d'ailleurs traités avec une désinvolture qui ouvre de larges perspectives sur la considération que l'on a, dans les sphères gouvernementales, pour les hauts fonctionnaires de l'Education nationale. Qu'on en juge : au cas où le recteur refuse de tenir compte des « observations » du préfet coordonnateur, c'est le Préfet qui saisit du désaccord le Ministre, supérieur direct du recteur ! M. Christian Fouchet a signé décret et circulaire d'application...

Ne nous y trompons pas ; l'intention des pouvoirs publics est bien d'étendre l'« expérience » à tout le territoire. La carrière de tous les enseignants dépendra ainsi des « préfets coordonnateurs ».

L'émotion est grande parmi les recteurs et les inspecteurs d'Académie. Pourtant, nous croyons savoir que certains parlent — déjà ! — de compromis. On « sauverait » le supérieur (sauf sans doute les assistants), en sacrifiant les autres ordres d'enseignement aux renseignements généraux.

Un tel compromis ne doit pas même être envisagé. La raison d'être de l'école laïque, de l'école laïque tout entière, c'est d'être l'école de la liberté, celle qui forme des citoyens, et non une masse docile d'avance à toutes les décisions du pouvoir. C'est justement pourquoi on veut l'asservir. C'est justement pourquoi il faut dire un non résolu, sous nuances, sans réticences, sans arrière-pensée.

Les enseignants ne sont pas mûrs pour la servitude. Ils ne seront pas complices, par leur passivité, de l'établissement d'un nouvel Ordre moral.

Louis GIRARD.

Le S.G.E.N. et les problèmes du désarmement (Suite de la première page)

Le bureau national du S.G.E.N. a une fois de plus constaté que l'orientation ainsi définie pouvait seule permettre la convergence d'un effort syndicaliste français avec la politique du mouvement ouvrier britannique et la résistance démocratique allemande à un armement atomique national : c'est, semble-t-il, la seule orientation « européenne » acceptable du mouvement syndical d'Europe occidentale.

Le bureau national a également considéré que la querelle sino-soviétique d'une part, les accords américano-soviétiques d'autre part, doivent permettre d'en finir avec les simplifications polémiques du passé, telles que l'opposition entre le « camp de la paix » et un « camp de la guerre ».

Dans cette situation, les positions propres au syndicat ayant été rappelées et devant l'être à chaque occasion, le bureau national considère qu'en accord avec lui, les sections académiques du S.G.E.N. pourront participer dans les centres universitaires à des manifestations contre la force de frappe, pour l'adhésion de la France au traité de Moscou, pour sa participation à l'effort international de désarmement : manifestations dans lesquelles les sections du S.G.E.N. ont leur place au côté des autres organisations syndicales d'enseignants, d'étudiants, de chercheurs.

P. V.

Administration et intendance universitaires

CONCOURS DE RECRUTEMENT

Le concours de recrutement de 90 attachés d'Administration Universitaire et de 70 attachés d'Intendance Universitaire auront lieu les 7 et 8 novembre. Les registres d'inscription seront clos le 9 octobre, à 18 heures. (Arrêté et circulaire du 17 septembre, B.O. du 26).

Rectificatif à l'article paru dans S.U. du 25 septembre, encart « Personnel non enseignant », page 2, « Modifications au concours de secrétaires d'administration universitaire » : L'épreuve d'admissibilité n° 1 du concours des fonctionnaires (deuxième concours) n'est pas celle du premier concours, mais : « résumé d'un ou plusieurs textes de portée générale ou analyse d'un ou plusieurs textes de portée générale avec questions concernant ce ou ces textes ».

Nouveau coup porté au syndicalisme

Grâce à la loi « relative à certaines modalités de la grève dans les services publics », le gouvernement espère amortir la vigueur revendicative des syndicalistes du secteur public.

LA LOI

Elle se caractérise plus par une certaine concision (6 articles) que par sa précision.

CHAMP D'APPLICATION (Art. 1^{er}) :

Les fonctionnaires de l'Etat, des départements, des communes de plus de 10 000 habitants, ainsi que les « personnels des entreprises, organismes et établissements publics ou privés lorsque ces entreprises, organismes ou établissements sont chargés de la gestion d'un service public ».

● La loi intéresse environ 1/5^e des salariés. Si le champ d'application ne pose à priori pas de problème, lorsqu'il s'agit des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales, ainsi que des personnels du secteur nationalisé, les chicanes sont à prévoir concernant les entreprises privées gérant un service public : la notion de service public semble en effet assez extensible !

LE PREAVIS (Art. 3) :

La grève doit être précédée d'un préavis qui émane de « l'organisation ou d'une des organisations syndicales les plus représentatives sur le plan national, dans la catégorie professionnelle ou dans l'entreprise, l'organisme ou le service intéressé ».

● Ce paragraphe prête à diverses interprétations. Quant à la forme même du préavis, elle n'est pas précisée.

Le préavis, qui doit parvenir cinq jours francs avant le déclenchement de la grève, « fixe le lieu, la date et l'heure du début, ainsi que la durée, limitée ou non, de la grève envisagée ».

● Cette disposition ouvre la porte aux contestations quant au respect du délai de 5 jours. Ne peut-elle pas, en outre, faire obstacle au déclenchement de grèves de solidarité dont la spontanéité est bien souvent une des caractéristiques (riposte immédiate à une brimade envers des grévistes « légalement » en grève, par exemple) ?

Quant à la fixation de la durée de la grève, elle ne peut qu'amener les dirigeants syndicaux à déclarer le plus souvent que la durée n'est pas limitée afin de ne pas se trouver dans l'obligation d'arrêter une grève annoncée comme devant être de 24 ou 48 heures, alors qu'il apparaîtrait que la prolongation du mouvement pendant un ou deux jours leur permettrait d'obtenir un succès plus complet.

LES GREVES TOURNANTES (Art. 4) :

Le respect de l'article 4 rendrait, semble-t-il, difficiles les grèves tournantes géographiques ou par catégories.

● Là encore, la rédaction de l'article n'est pas des

plus claires, mais peut permettre à l'autorité hiérarchique les pressions les plus diverses.

DEROGATIONS AUX GARANTIES STATUTAIRES EN MATIERE DISCIPLINAIRE (Art. 5) :

Les sanctions — sauf révocation et rétrogradation — pour non-observation des dispositions de la loi sont appliquées « sans autre formalité que la communication du dossier ».

● Il s'agit bien là d'une très grave dérogation aux garanties statutaires, dérogation d'autant plus grave que la rédaction même de l'ensemble de la loi ouvre la porte, on l'a vu, aux interprétations les plus abusives.

LES « RETENUES » POUR FAITS DE GREVE.

Depuis la loi de finances du 29 juillet 1961, un arrêt de travail de moins de 24 heures entraîne, dans la Fonction publique, une retenue de traitement d'une journée (règle dite du trentième indivisible). La loi du 31 juillet 1963 étend cette disposition à l'ensemble des travailleurs entrant dans son champ d'application.

● On notera que ces dispositions, visant la Fonction publique, avaient été prises dans la loi de finances votée... fin juillet 1961.

En 1963, le Gouvernement a choisi, comme en 1961, une période de démobilisation partielle des travailleurs pour s'attaquer au syndicalisme.

LE CHOIX QUI S'IMPOSE A NOUS

La brève analyse que nous venons de faire a surtout pour objet de souligner les questions que posera l'application de la loi.

Les réponses qu'y donnera le Gouvernement dépendront de bien des facteurs : la combativité syndicale n'est pas un des moindres !

Une certitude, en toute hypothèse, sous couvert de modalités de grève, le Gouvernement s'est donné une arme pour tenter de briser l'élan des grévistes en puissance dans le secteur public. Les syndicalistes ont à faire un choix très clair :

— ou bien, prenant acte de la loi, faire en sorte de la respecter, et se priver du même coup, d'une partie de leur force revendicative

— ou bien, confiants en leur force, conscients de ce qui est en jeu, mener leur lutte avec une vigueur accrue, comme la menaient les syndicalistes du siècle dernier, comme l'ont menée les mineurs au printemps 1963.

Mais, sans doute, les conditions de l'action revendicative, le contexte syndical français rendant-ils le choix moins simple et conduira-t-il, en certains cas, à rechercher les moyens de « tourner légalement la loi ».

Quelles que soient les méthodes adoptées, elles devront affirmer la force de contestation grandissante du syndicalisme.

Jean BROCARD.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE et ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

COMITE NATIONAL C.A. DE LA RECHERCHE ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR 10-11 NOVEMBRE

Le Comité National du Syndicat Général devant se réunir les 10 et 11 novembre, la Commission administrative du département « Recherche scientifique et Enseignement supérieur » tiendra sa première réunion de la nouvelle année scolaire le dimanche 10 novembre. L'ordre du jour des délibérations, ainsi que l'emploi du temps éventuel de la journée du 11, sera communiqué ultérieurement par circulaire. Nos collègues membres titulaires et suppléants du Comité National, voudront bien dès maintenant noter ces dates : 10 et 11 novembre.

PERSONNELS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS DU C.N.R.S.

En l'absence de M. Jacquinot, directeur général du C.N.R.S., l'intersyndicale a été reçue le 16 juillet par M. Drach, directeur adjoint chargé des sciences exactes. Voici les informations qu'il a pu nous donner. La Direction du C.N.R.S. a demandé la création de 1 300 à 1 500 postes de techniciens au 1^{er} janvier 1964 et de 250 postes de chercheurs au 1^{er} octobre. S'il y a un espoir d'obtenir des postes de techniciens en janvier, il est à craindre que les postes de chercheurs ne soient octroyés qu'en janvier et non en octobre. La Direction du C.N.R.S. a mené jusqu' alors ses discussions avec M. Picard, conseiller technique au cabinet du ministre des Finances.

En ce qui concerne les modifications de statut, la Direction du C.N.R.S. a l'intention de faire porter ses efforts, en priorité, sur l'amélioration du statut des chercheurs.

L'intersyndicale demandera à M. Jacquinot de traiter à la fois l'amélioration du statut des chercheurs et de celui des techniciens. Une entrevue sera demandée au directeur général dès son retour.

En son absence, l'intersyndicale n'a pu obtenir des précisions sur la prise de position de la direction du C.N.R.S. à l'égard de notre nouvelle plate-forme revendicative.

N. de MAMANTOFF et E. BAYLE.

Section des personnels techniques et administratifs du C.N.R.S. COTISATIONS SYNDICALES

Catégorie	Echelons	Cotisations	Catégorie	Echelons	Cotisations	Catégorie	Echelons	Cotisations	Catégorie	Echelons	Cotisations
1 A	3 ^e	75 F	1 B	1 ^{er}	32	4 B	3 ^e	22			
1 A	4 ^e	73	2 B	5-6	—	5 B	4 ^e	—			
1 A	5 ^e	69	3 B	8 ^e	—	6 B	5 ^e	—			
			4 B	11 ^e	—	3 C	2 ^e	—			
2 A	2 ^e	60	2 C	3-4	—	4 C	7-8	—			
2 A	9 ^e	—	1 D	2 ^e	—	3 D	2 ^e	—			
			2 D	4-5	—	4 D	9 ^e	—			
			3 D	8-9	—	5 D	9-10	—			
2 A	8 ^e	56	2 B	3-4	30	3 B	1 ^{er}	21			
3 A	11 ^e	—	3 B	6-7	—	4 B	2 ^e	—			
			4 B	8-9-10	—	5 B	3 ^e	—			
1 B	12 ^e	54	5 B	9-10	—	6 B	7-8	—			
1 D	12 ^e	—	2 C	1-2	—	7 B	9 ^e	—			
			3 C	6-7	—	3 D	1 ^{er}	—			
1 A	1 ^{er}	52	1 D	1 ^{er}	—	4 D	6-7	—			
2 A	7 ^e	—	2 D	3 ^e	—	5 D	8 ^e	—			
3 A	10 ^e	—	3 D	6-7	—						
1 B	11 ^e	—				4 B	1 ^{er}	20			
			2 B	2 ^e	27	5 B	2 ^e	—			
2 A	6 ^e	47	3 B	4-5	—	6 B	4-5-6	—			
3 A	9 ^e	—	4 B	6-7	—	7 B	8 ^e	—			
1 B	10 ^e	—	5 B	7-8	—	3 C	1 ^{er}	—			
1 D	11 ^e	—	3 C	4-5	—	4 C	4-5-6	—			
			4 C	11 ^e	—	4 D	4-5	—			
2 A	5 ^e	44	2 D	2 ^e	—	5 D	6-7	—			
3 A	7-8	—	3 D	5 ^e	—						
1 B	8-9	—				5 B	1 ^{er}	18			
1 C	6 ^e	—	2 B	1 ^{er}	24	6 B	3 ^e	—			
1 D	9-10	—	3 B	3 ^e	—	7 B	5-6-7	—			
			4 B	5 ^e	—	4 C	3 ^e	—			
2 A	3-4	42	5 B	6 ^e	—	4 D	2-3	—			
3 A	5-6	—	4 C	10 ^e	—	5 D	3-4-5	—			
1 B	6-7	—	2 D	1 ^{er}	—	6 D	9-10	—			
2 B	11-12	—	3 D	4 ^e	—						
1 C	5 ^e	—	4 D	11-12	—	6 B	1-2	17			
1 D	7-8	—				7 B	3-4	—			
2 D	9-10	—				8 B	8-9	—			
			4 B	4 ^e	23	4 C	1-2	—			
2 A	2 ^e	39	5 B	5 ^e	—	4 D	1 ^{er}	—			
3 A	4 ^e	—	6 B	10 ^e	—	5 D	1-2	—			
1 B	5 ^e	—	3 C	3 ^e	—	6 D	5-6-7-8	—			
2 B	10 ^e	—	4 C	9 ^e	—						
1 C	3-4	—	3 D	2 ^e	—	7 B	1-2	16			
1 D	6 ^e	—	4 D	10 ^e	—	8 B	1-7	—			
2 D	8 ^e	—				9 B	1-9	—			
			3 B	2 ^e	22	6 D	1-4	—			

Prière d'adresser le virement postal au compte chèque postal S.G.E.N. Personnels techniques et administratifs du C.N.R.S. PARIS 16.166.83 62, rue du Bac — PARIS 7^e

N. B. — Nous demandons à nos collègues de ne pas omettre de rappeler au dos de leur virement (partie réservée à la correspondance) leurs nom, prénom, adresse personnelle, établissement, fonction et spécialité.

Classes élémentaires

LA DÉGRADATION DU PREMIER DEGRÉ

Déjà dans le précédent numéro, nous attirions l'attention de nos camarades sur le danger qu'il y aurait à laisser croire à l'opinion que les difficultés de titularisation signifiaient la fin de la crise dans le premier degré. Nous avons eu l'occasion de le dire au ministre au cours de l'audience du jeudi 19 (1). Nous en avons reparlé avec des hauts fonctionnaires du ministère.

Non seulement c'est à l'intérieur des chiffres budgétaires actuels notoirement insuffisants qu'une certaine amélioration du recrutement est notée, mais à l'intérieur même de ces chiffres, la situation reste malsaine puisque sous-

jacente à un certain équilibre global il reste une disparité énorme entre départements.

Un aspect de cette crise avait été traité par la circulaire ministérielle du 22-5-63. Elle a provoqué nos réactions dont celle de notre section des Hautes-Alpes est un exemple.

Si des syndicalistes peuvent très bien comprendre la nécessité d'une certaine stabilité dans les postes, comment pourraient-ils accepter dans la mesure ou rien n'est fait ou presque, pour remédier aux problèmes des postes déshérités, que les intérêts des jeunes instituteurs soient sacrifiés et bientôt l'intérêt général lui-même, puisque ces jeunes cherchent

ront par tous les moyens à quitter une profession qui les « traite » si mal.

Un complément à la circulaire a depuis mis les choses au point dans le sens réclamé par les syndicats.

Là encore, nous ne pouvons que répéter ce que nous disions dans notre dernier éditorial : quand cessera-t-on de rapetasser ici ou là, quand posera-t-on les problèmes dans leur ensemble et au niveau profond où ils doivent être posés ?

C. PINOTEAU.

(1) Cf. compte rendu d'audience ministérielle page 8.

Communiqué à la Presse

Le B.D. du S.G.E.N. proteste avec la plus grande énergie contre la C.M. du 22-5-63 conseillant aux I.A. « de ne pas donner suite aux demandes de mutation présentées par des fonctionnaires qui n'ont pas séjourné dans leur poste au moins deux ans s'il s'agit du premier, et trois ans s'il s'agit des suivants. »

C'est méconnaître les conditions inhumaines de vie des jeunes instituteurs débutants dans un département particulièrement déshérité et sur lesquelles le B.D., à maintes reprises et récemment encore, a attiré l'attention des autorités intéressées.

Le B.D. pense que l'ensemble du personnel des M.A. réagira avec force contre cette atteinte à leurs libertés de fonctionnaires si, comme le laisse prévoir l'I.A., les dispositions de cette circulaire étaient appliquées dès 1964.

Paris, le 27 juin 1963
Personnel
D/DP/N° 46

LE MINISTRE
DE L'EDUCATION NATIONALE
à Messieurs les Recteurs
Messieurs les Inspecteurs
d'Académie

Une erreur matérielle a fait omettre dans le texte de ma circulaire n° 33 sur le mouvement des instituteurs les derniers paragraphes du texte dont je souhaite qu'il fut donné communication aux membres des Commissions administratives paritaires départementales.

Je vous prie de bien vouloir trouver sous ce pli le texte rectifié par l'adjonction des alinéas 5, 6, et 7.

Pour le ministre et par délégation,
le Directeur du Cabinet,
J. DOURS

COPIE
Paris, le 27 juin 1963
Personnel

NOTE DE SERVICE
à Messieurs les Recteurs
Messieurs les Inspecteurs
d'Académie

Les mutations qui sont obtenues après un séjour d'une durée inférieure à deux ans dans le premier poste, à trois ans dans les autres, ne peuvent être considérées comme

étant prononcées par nécessité de service et n'ouvrent pas droit, par conséquent, au remboursement des frais de déplacement.

Malgré cette restriction, vous êtes fréquemment saisis de demandes émanant de fonctionnaires qui n'ont exercé dans leur poste que pendant une durée inférieure à celles qui ont été indiquées ci-dessus.

Or, l'intérêt du personnel n'est pas seul en cause et des mutations trop fréquentes compromettraient le fonctionnement correct du service.

Je vous prie donc instamment de ne pas donner suite aux demandes de mutation présentées par des fonctionnaires qui n'ont pas séjourné dans leur poste au moins deux ans s'il s'agit du premier et trois ans s'il s'agit des suivants, dans tous les cas où ces demandes seraient assorties d'une requête en remboursement de frais.

Il me paraît, d'autre part, indispensable d'appeler la très sérieuse attention des Commissions administratives paritaires et des organisations syndicales sur le discrédit que ne manquerait pas de jeter sur nos écoles et notre enseignement les trop fréquentes mutations de leurs maîtres.

Le maintien pendant deux ou trois ans à son poste dans le département même où se situent généralement les intérêts familiaux ne devrait pas constituer pour un instituteur une servitude insupportable.

Je souhaite vivement que les représentants du personnel aux commissions chargées d'émettre un avis sur le mouvement des instituteurs s'attachent à intervenir dans ce sens auprès de leurs collègues.

Section départementale

des Hautes-Alpes

Taudis scolaires

A plusieurs reprises déjà (voir collection de Présence), nous avons sonné le rappel des bonnes volontés afin qu'un effort soit fait, dans notre département, pour en éliminer les derniers taudis scolaires. Les autorités alertées plusieurs fois (préfet, inspecteur, députés, conseillers généraux) sont tous d'accord : il est scandaleux de laisser, au XX^e siècle, des élèves et des maîtres vivre et travailler dans de telles conditions. Mais qui prendra l'initiative de faire le nécessaire pour y remédier ? Nous ne nous lasserons pas, pour notre part, de signaler ce scandale car nous pensons que c'est un des problèmes majeurs de l'enseignement du 1^{er} degré dans un département qui ne peut envisager, comme ailleurs, le problème de remède du ramassage scolaire. Il suffirait, pensons-nous, de la coordination des efforts de quelques services, d'une répartition équitable de crédits pour arriver à un résultat acceptable.

Quels postes peut-on offrir, en queue de mouvement, à de jeunes maîtres frais émoulus de l'E.N. ou aux remplaçants qui pendant trois ans ont colporté leurs valises d'un bout du département à l'autre pour assurer le dépannage du service de l'Education Nationale ?

Voici, présenté de façon humoristique (mais avec beaucoup d'exactitude), par un I.P. qui le connaît bien, l'un d'entre eux : « C'est une école qu'on ne peut aller visiter lorsqu'il pleut ou qu'il neige le chemin étant impraticable, et qu'on hésite à aller voir à la belle saison car le chemin n'est guère meilleur ! Une classe où l'on ne peut faire passer un C.A.P., car la commission prévue ne peut pénétrer dans le local. Il reste la solution de la faire passer dehors. Quand l'inspecteur réussit à y pénétrer, l'instituteur, à son bureau, ne peut plus bouger. Pour les quatre élèves, cela a moins d'importance, car ils ne bougent jamais. » A cette évocation, on peut largement rire d'abord, puis réfléchir aux difficultés d'accès, d'installation, « d'hibernation » de la jeune fille ou du jeune homme condamné à vivre là, dans de telles conditions quand on sait qu'il s'y ajoutera l'impossibilité

de se procurer l'eau potable, le ravitaillement normal si l'intéressé ne possède pas la modeste voiture qui lui permettrait de s'évader le plus souvent possible.

Le vieil inspecteur de ma jeunesse plissait un front soucieux, donnait de la voix et réduisait la note lorsqu'il apercevait au fond de la classe la bicyclette, objet d'évasion du jeune instituteur nanti d'un poste avec toutes les commodités. Il aurait certainement compris que les véritables tourments causés par les questions de logement, ravitaillement, chauffage, déplacements et autres contingences puissent inciter les jeunes maîtres haut-alpins (souvent chargés de famille), à rechercher, sitôt la classe terminée, le petit asile de quiétude où ils pourront, à l'aise, figurer leurs préparations. Et si les usagers lui avaient signalé méchamment les quelques rentrées tardives ou les départs prématurés des trop mauvaises saisons, il aurait su leur en démontrer les raisons profondes.

Le Bureau départemental du S.G.E.N., mandaté par ses membres en A.G., a décidé de mener une campagne énergique afin qu'un réel effort soit entrepris pour remédier à cette situation. Voici comme première démarche la lettre adressée à M. le Préfet, à M. l'Inspecteur d'Académie, à MM. les Députés.

SYNDICAT GENERAL DE
L'EDUCATION NATIONALE

Section des Hautes-Alpes

Le Bureau départemental
du S.G.E.N. des Hautes-Alpes
à
M. le Préfet des Hautes-Alpes
à Gap.

Monsieur le Préfet,

Au moment où leurs collègues vont rejoindre leurs postes et reprendre leurs fonctions, les membres du Bureau départemental du S.G.E.N. tiennent à vous faire part de leurs soucis en ce qui concerne la situation matérielle qui va être offerte à beaucoup d'entre eux et notamment aux plus jeunes qui entrent dans la carrière.

Certes, le département des Hautes-Alpes a fait un gros effort pour doter de nombreux villages d'écoles neuves (pas toujours bien adaptées au rigoureux climat de montagne), ou proprement et confortablement rénovées. Mais il existe encore trop d'écoles-taudis avec des classes mal installées, des logements exiguës, vétustes, sans installations sanitaires des plus élémentaires à l'époque de Serre-Ponçon ou de la route du Giobernay. Il nous suffira, de vous citer quelques-uns de ces postes redoutés à juste titre des jeunes instituteurs et surtout institutrices : Le Bourg-en-Valgodemard (sur lequel nous avons déjà attiré votre attention), Montbardon-Prats-Hauts, Le Villard de Saint-Crépin, Champoléon, Le Châtelard,

etc. Les autorités ayant visité ces postes, à la belle saison, les ont trouvés affreux. Comment les trouveraient-ils à la mauvaise saison ?

Nous ne pensons pas qu'un inspecteur général, le Comité départemental d'hygiène pourraient admettre que vivent, bloqués par les intempéries et les mauvais chemins, « une jeune maman de deux enfants en bas âge, couchés tête-bêche dans un petit lit, alors que la personne chargée de les garder dans la journée doit dormir dans un petit lit glissé en partie sous l'évier ; dans un appartement dont l'escalier abrupt ne possède pas de rampe, dont le cabinet est loin à l'extérieur, bloqué par les avalanches du toit, sans eau d'alimentation qu'il faut parfois aller chercher dans une étable bergère et javeliser avant consommation ».

Voici des extraits de lettre d'une jeune collègue aussi défavorisée (mais célibataire) :

« Chemin d'accès : 3,800 km de lacets serrés où il est pratiquement impossible de croiser un autre véhicule. Route caillouteuse et, les jours de pluie, les chutes de pierres (souvent de véritables rochers) sont fréquentes. Dès les premières chutes de neige, il est absolument impossible de monter en voiture (chemin non déneigé et pente raide sur 1 km). Il faut alors laisser la voiture au bord de la route nationale et repartir le soir à cause du chasse-neige et des avalanches, etc. »

« Local de classe à classer dans la catégorie vétuste. Classe de 9 m², ressemblant à un couloir. J'ai toutes les peines du monde à y caser mes 4 élèves. J'ai dû faire transformer (à mes frais) la cheminée en placard, faire installer des étagères un peu partout pour arriver à ranger le matériel... Le logement se compose d'une pièce assez grande, bien ensoleillée. La cour est toute petite. Les élèves doivent traverser le chemin pour aller au W.C. Mais la grande plaie du village est le manque d'eau. Une toute petite fontaine à 300 mètres de l'école, où il faut attendre 20 minutes pour remplir un broc. De plus, l'hiver, risque presque certain de gel. L'été, un canal apporte de l'eau non potable car venant à ciel ouvert de la montagne, elle transporte toutes sortes de saletés. L'année dernière, la fontaine est restée gelée pendant plus de deux mois et j'ai dû apporter l'eau de chez moi (heureusement je n'habite qu'à 40 km). Il faut laver le linge l'été et se laver le moins possible pour économiser l'eau. L'hiver, l'institutrice doit se soumettre à cette discipline si elle n'a pas la chance de pouvoir aller se laver ailleurs. Ravitaillement à 12 km. Aucun commerçant ambulante. Je n'imaginais guère qu'on puisse passer une année ici sans moyen de locomotion et je comprends très bien le désespoir de X... »

Cette jeune fille a exercé deux ans dans ce poste, par nécessité. Qui ne conviendrait-il qu'il est de l'intérêt des populations, d'offrir à leurs instituteurs des conditions

Instituteurs dans les lycées

Nous publions ci-dessous une circulaire en date du 21 août émanant de la Direction du Personnel et qui répond partiellement aux revendications du S.G.E.N. concernant cette catégorie (cf spécial C.E.G., n° 287 et rubriques dans d'autres numéros de « S.U. » de l'année 62-63). Nous publierons ultérieurement une étude d'un de nos collègues retenant l'ensemble du problème. C.P.

Le ministre de l'Education nationale

à MM. les Recteurs

MM. les Inspecteurs d'Académie
Mon attention a été appelée sur les inconvénients de la situation précaire faite aux instituteurs affectés dans les lycées. Vous voudrez bien trouver ci-après la liste des mesures que MM. les Inspecteurs d'Académie pourront prendre dès la prochaine rentrée scolaire pour régulariser cette situation.

1^o Ceux de ces instituteurs dont l'affectation dans un lycée est antérieure à octobre 1961 pourront être nommés professeurs de collège d'enseignement général dans les conditions prévues par la réglementation antérieure au décret du 21 octobre 1960, sur proposition du proviseur et de l'inspecteur d'Académie. Leur poste d'instituteur sera porté vacant et compris dans le plus prochain mouvement des instituteurs.

Les intéressés seront assurés, s'ils le souhaitent, de conserver leur affectation au lycée jusqu'en 1967, date à laquelle, s'ils ne sont pas maintenus dans une classe de premier cycle, ils seront nommés dans un C.E.G. ou dans un collège de premier cycle.

Le poste qu'ils occupent au lycée ne figurera pas au mouvement du second degré.

2^o Ceux dont l'affectation est postérieure à octobre 1961 devront faire l'objet, pendant la première année de leur déléation, d'une appréciation conjointe du proviseur et de l'inspecteur d'Académie. Au vu de cette appréciation qui me sera transmise et sur votre proposition, je déciderai s'il y a lieu de stabiliser les intéressés en qualité d'instituteurs, dans le lycée où ils exercent et jusqu'en 1967.

Dans l'affirmative, leur poste d'instituteur sera porté vacant et compris dans le plus prochain mouvement du premier degré. Les intéressés seront assurés s'ils le souhaitent de conserver leur poste au lycée jusqu'en 1967. Ce poste ne figurant plus jusqu'à cette date au mouvement du second degré.

Ils pourront jusqu'en 1967 se présenter aux épreuves du C.A.P.-C.E.G. dans les conditions définies par l'arrêté du 28 août 1961.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général
de l'Organisation
et des Programmes scolaires,
SIDET.

de vie moins rébarbatives, qui les inciterait à rester dans leur poste toute la semaine et à solliciter moins souvent leur changement ?

Le mal ne viendrait-il pas d'un manque de coordination de services ? Il suffirait souvent que les maires, alertés par les autorités académiques, mais aussi minutieusement conseillés et aidés par les services compétents dans les démarches à entreprendre pour effectuer les réparations indispensables et obtenir les subventions qui les aideraient à couvrir les frais que les budgets trop maigres de leurs petites communes ne peuvent supporter. D'où le rôle des inspecteurs primaires, des conseillers généraux, des délégués cantonaux, des services préfectoraux.

Le Bureau Départemental du S.G.E.N. a l'honneur de vous demander, Monsieur le Préfet, de vouloir bien rappeler aux maires l'intérêt qu'ils ont à offrir aux jeunes élèves et aux maîtres qui sont chargés de les enseigner, des conditions de vie les plus décentes possibles.

Veillez agréer, etc...
Pour le B.D. du S.G.E.N. (C.F.T.C.)
Le délégué du 1^{er} Degré.

Nous pensons bien que cette lettre seule ne résoudra pas le problème comme d'un coup de baguette magique. Puisse-t-elle, avec les démarches qui suivront, cristalliser assez de bonnes volontés pour entreprendre quelque chose. Notre devoir syndical nous impose en tout cas de tout faire pour qu'il en soit ainsi.

Raymond PORTA.

N.B. — Cet article à peine terminé, je lis avec stupeur, dans la circulaire n° 8 départementale, p. 4 (copie de la C.M. du 22-5-63) « ... des mutations trop fréquentes compromettraient le fonctionnement correct du service. Je vous prie donc, instamment de ne pas donner suite aux demandes de mutation présentées par des fonctionnaires qui n'ont pas séjourné dans leur poste au moins deux ans s'il s'agit du premier, et trois ans s'il s'agit des suivants. » Note de l'I.A. : « L'attention du personnel est tout particulièrement attirée sur les dispositions de cette circulaire dont l'application est prévue lors du mouvement de 1964. »

Malheureux titulaires de postes déshérités (ô combien) des Hautes-Alpes. Chargés de famille qui accomplissez des prouesses pour rejoindre votre foyer le soir, je crois pouvoir vous assurer de l'entière solidarité du personnel enseignant, unanime pour lutter énergiquement contre cette grave atteinte à votre liberté de fonctionnaires. « Les princes qui nous gouvernent... » disait un homme célèbre... « dans leurs salons dorés... » ajouterai-je, ne connaissent rien de vos conditions de travail et de votre admirable conscience professionnelle. Doit-on les plaindre ou les blâmer ?

E. ZAMPA et R. PORTA.

COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

QUESTIONNAIRE SUR LA RENTRÉE

Pour que le S.G.E.N. puisse avoir une action efficace auprès du ministère, pour qu'il puisse obtenir une amélioration des conditions de travail dans les C.E.G., les responsables « parisiens » ont besoin d'informations PRÉCISES, même si elles sont incomplètes. Nous vous demandons de REMPLIR et de FAIRE REMPLIR à vos collègues le questionnaire suivant.

C'est votre intérêt.

C'est l'intérêt des C.E.G.

1. — Nom (facultatif)
2. — C.E.G. de (départ.)
3. — Nombre de classes de l'établissement
4. — Effectif total
5. — Effectifs par classe
6. — Existe-t-il une classe de seconde terminale
7. — La situation permet-elle le dédoublement de toutes les classes de 6^e ou de 5^e
8. — ou un dédoublement partiel
9. — Nombre de professeurs :
à plein temps dans l'établissement
10. — à temps partiel dans l'établissement

6. — Y a-t-il enseignement de latin
donné par qui
7. — Y a-t-il un maître d'éducation physique
8. — Y a-t-il un spécialiste en musique
9. — Y a-t-il un spécialiste en dessin
10. — Y a-t-il un secrétaire du directeur
11. — Horaire des professeurs
12. — Que pensent-ils de cet horaire
13. — Comment s'est effectué le passage en seconde moderne, ou technique en 1963
14. — Nombre de candidats de la 3^e
15. — admis en seconde moderne
16. — admis en seconde technique
17. — Difficultés rencontrées

Renvoyez ce questionnaire rapidement au Secrétaire départemental, ou à défaut à Simone MALAQUIN, C.E.G.-S.G.E.N. 82, rue d'Hauteville, PARIS (10^e).

INFORMATIONS

● DATES DU C.A.P.-C.E.G. EN 1963 :

Mardi 29 octobre, de 8 à 12 heures.

Sections I et II : Composition littéraire ;

Sections III, IV, V : Physique ou chimie.

Section VI : Sciences naturelles ou physique ou chimie.

Mercredi 30 octobre, de 8 à 12 heures :

Section I : Composition d'histoire ou géographie.

Section II : Langue vivante.

Section III : Mathématiques.

Sections IV et V : Sciences naturelles.

Section VI : Sciences économiques et sociales.

C.N.J.

Remplaçants

Circulaire du 9 septembre 1963

Nous soumettons à l'étude des Commissions départementales Jeunes (remplaçants) ce nouveau mode de paiement des remplaçants. La collection des « S.U. » montrent suffisamment l'action qui avait été menée à ce propos. Les C.D.J. nous diront comment la circulaire est appliquée et suggéreront le cas échéant les améliorations à demander.

C. P.

(Administration générale)
aux Recteurs, aux Inspecteurs d'Académie ;
aux Préfets

Rémunération des instituteurs remplaçants

Circ. du 9 sept. 63 au « B. O. » n° 33

Mon attention a été attirée sur les difficultés que rencontrent les instituteurs remplaçants, qui par suite de la réglementation en vigueur perçoivent des mensualités d'importance très différente.

En accord avec le ministère des Finances j'ai décidé d'améliorer les dispositions en vigueur quant à la rémunération mensuelle des instituteurs remplaçants.

Vous trouverez ci-après les instructions nécessaires qui entreront en vigueur dès la rentrée scolaire.

I. — TAUX DE LA RÉMUNÉRATION

Aucun changement n'est apporté aux règles en vigueur.

- Loi n° 51-515 du 8 mai 1951 (1).
- Décret n° 56-983 du 3 octobre 1956 (2).
- Circulaire du 7 janvier 1958 (3).
- Circulaire du 6 février 1963 (4).

II. — LIQUIDATION

La liquidation des émoluments dus aux instituteurs remplaçants, doit se faire après service fait. C'est-à-dire que les sommes dues pour le mois d'octobre sont liquidées en novembre, etc.

III. — MANDATEMENT

Le régime du mandatement est modifié de la façon suivante :

a) Avant le dernier jour de septembre la part fixe du mois d'août précédent	X
Un acompte uniforme de 250 F	
b) Avant le dernier jour d'octobre la part fixe du mois de septembre	X
Les indemnités journalières de septembre	X
Un acompte uniforme de 100 F	
c) Avant le dernier jour de novembre la part fixe du mois d'octobre	X
Les indemnités journalières d'octobre	X
d) De même pour les autres mois	X
e) Avant le dernier jour de juillet la part fixe du mois de juin	X
Les indemnités journalières de juin	X
La prime de vacances	X
Déduction des 2 acomptes	— 350 F
f) Avant le dernier jour du mois d'août la part fixe de juillet	X

IV. — CAS PARTICULIER

a) Instituteur remplaçant débutant à la rentrée scolaire.

Il ne percevra, fin septembre, que le premier acompte de 250 F.

Il percevra fin octobre, outre les indemnités journalières afférentes au mois de septembre et l'acompte uniforme de 100 F, la part fixe de septembre.

b) Instituteur remplaçant débutant en cours d'année.

Le paiement des acomptes se fera :

- à la fin du premier mois de travail pour l'acompte de 250 F ;
- à la fin du deuxième mois de travail pour l'acompte de 100 F.

V. — REMBOURSEMENT DES ACOMPTES

- a) Aucune difficulté pour l'instituteur remplaçant qui exerce durant toute l'année scolaire, le remboursement étant prévu ci-dessus III.
- b) Cas de l'instituteur remplaçant qui quitte le service en cours d'année.

Les acomptes devront lui être précomptés sur son dernier traitement et éventuellement sur les indemnités de congés payés qui lui sont dues pour la période où il a exercé.

Cependant il est possible que la rémunération due soit inférieure au montant des acomptes.

Dans ce cas il y aura lieu de poursuivre le recouvrement par titre de perception.

Afin d'éviter des difficultés, chaque instituteur remplaçant devra vous retourner, lors de la perception de l'acompte, un reçu du modèle joint dûment signé.

Les périodes et les sommes seront indiquées par vos soins.

VI. — SECURITE SOCIALE

Le prélèvement au titre de la Sécurité Sociale ne doit pas être effectué sur les acomptes. La régularisation des cotisations dues à la Sécurité Sociale se faisant lors de la liquidation effective des traitements.

Pour le ministre et par délégation

Le directeur de l'Administration générale,

L. CROS

MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Académie de

Département de

Reçu d'acompte sur traitement

Je soussigné (nom et prénom)

Instituteur remplaçant exerçant à

Département de

reconnais avoir reçu au mois de

un acompte de

sur les émoluments qui me sont dus.

Cet acompte me sera retenu sur les sommes à me mandater au mois de juillet 19.....

En cas de démission avant la fin de l'année scolaire, l'acompte me sera retenu sur mon dernier traitement et si ce traitement n'est pas suffisant je m'engage sur l'honneur à rembourser la différence au reçu de l'avis officiel adressé par le comptable supérieur du Trésor.

A le

L'instituteur remplaçant :

(1) « Personnel enseignant et de surveillance non titulaire » (éd. 1958), chap. 224-Pr-§ 2/A 1, p. 1.

(2) B.O.E.N. n° 35 du 41-10-1956, p. 2577 ; chap. 248-Pr p. 13.

(3) B.O.E.N. n° 6 du 6-2-1958, p. 457 ; chap. 242-Pr, p. 35.

(4) B.O. n° 7 du 14-2-1953, p. 341.

LU dans la presse de province

Résultat d'une heureuse réforme : trois fois plus d'instituteurs formés dans les Ecoles normales de la Moselle

Le S.G.E.N. communique : « Depuis plusieurs années, le Syndicat général de l'Éducation nationale (S.G.E.N.), a effectué de multiples démarches tant sur le plan national qu'auprès des autorités départementales pour obtenir que les Ecoles normales retrouvent leur vocation première : assurer une formation professionnelle à la quasi-totalité des instituteurs et institutrices dont le département a besoin.

On sait en effet que les Ecoles normales ne peuvent plus, depuis longtemps, répondre aux besoins en maîtres qualifiés. C'est ainsi qu'en Moselle on a été amené à faire appel chaque année à des centaines d'instituteurs « remplaçants », titulaires du baccalauréat, qui se sont vu confier des classes sans avoir pu recevoir, au préalable, une formation professionnelle digne de ce nom. Déjà, la Moselle compte plus d'instituteurs recrutés en qualité de remplaçants que d'instituteurs formés dans les Ecoles normales.

La réforme préconisée par le S.G.E.N., consistait essentiellement à ne laisser à l'Ecole normale que les classes de formation professionnelle (classes dans lesquelles l'élève-maitre ne peut accéder qu'après l'obtention du bac.), les élèves-maitres des trois classes préparatoires au bac devant être progressivement transférés dans les lycées du département.

Il faut noter à ce sujet que : — cette réforme permettra à chaque Ecole normale d'accueillir et de former près de 200 maîtres PAR AN, alors que jusqu'ici elle n'assurait la formation que d'une quarantaine d'élèves-maitres.

— pendant les trois premières années de son séjour à l'Ecole normale, l'élève-maitre préparait presque exclusivement le baccalauréat ; en fait, la préparation au métier d'instituteur ne commençait qu'à son entrée en classe de formation professionnelle.

— la poursuite des études au lycée permet d'élargir considérablement le recrutement parmi les élèves ayant choisi d'autres options que « Sciences expérimentales ». Parmi les candidats reçus au dernier concours on compte plusieurs dizaines d'élèves sortant de sections classiques et qui n'auraient jamais pu entrer à l'Ecole normale.

— l'élève-maitre transféré dans un lycée bénéficie exactement des mêmes avantages matériels et statutaires que l'élève-maitre qui préparait le bac à l'Ecole normale.

— le transfert dans les lycées des classes préparatoires au bac apporte une solution au moins partielle au problème que pose

le caractère « confessionnel » de nos écoles normales (exemple : les élèves-maitres de religion protestante ne sont plus contraints de se rendre à l'Ecole normale de Strasbourg ; ils sont dorénavant admis dans les lycées de Moselle) (1).

— Il est permis de se demander s'il vaut mieux isoler les futurs instituteurs à l'Ecole normale (à partir de l'âge de 15-16 ans) ou au contraire leur permettre de préparer le bac en commun avec des camarades issus de milieux sociaux très divers et se préparant à d'autres professions. Il y a sans doute le « risque » de voir les élèves-maitres les mieux doués acquiescer de nouvelles « ambitions » et vouloir poursuivre leurs études pour devenir professeur, avocat, médecin, ingénieur, etc. Mais ce risque doit être accepté par tous ceux qui sont partisans d'une authentique DÉMOCRATISATION de l'enseignement et il devrait inciter les pouvoirs publics à procéder enfin à cette REVALORISATION DE LA FONCTION ENSEIGNANTE réclamée depuis si longtemps par les syndicats universitaires.

Les solutions préconisées par le S.G.E.N. sont entrées depuis l'année dernière dans la voie des réalisations pratiques, notamment en Moselle.

C'est ainsi qu'il a été possible d'admettre au concours d'entrée : 110 élèves-maitresses (E.N. de Metz) et 100 élèves-maitres (E.N. de Montigny). Avant la mise en place de la réforme, le nombre de places disponibles n'était que de 35 à 40. Un tiers de ces candidats seront admis en première année d'Ecole normale et le reste sera réparti dans les différents lycées du département.

L'année prochaine ou au plus tard dans deux ans, on sera amené à supprimer les classes de première année fonctionnant à l'Ecole normale, puis ce sera le tour des deuxième et troisième années.

Il convient d'ajouter enfin que conformément au vœu exprimé par le S.G.E.N., un deuxième concours d'entrée réservé aux titulaires du Bac a permis depuis plusieurs années déjà de recruter à chaque rentrée une bonne centaine d'élèves-maitres et d'élèves-maitresses supplémentaires.

Le S.G.E.N. ne peut que se féliciter de ces résultats, obtenus grâce à la compréhension des plus hautes autorités universitaires et à l'appui des représentants qualifiés de la population.

(1) N.D.L.R. : C'est ça la vraie action laïque.

OFFRE EXCEPTIONNELLE

VALABLE JUSQU'AU 15 DECEMBRE 1963, sauf épuisement, avant cette date

ŒUVRES COMPLÈTES DE FRANÇOIS MAURIAC

de l'Académie Française

72 ŒUVRES - 72 CHEFS-D'ŒUVRE réunis en 12 forts volumes (15x21)

EDITION DE LUXE sur velin du Marais, à tirage limité et numéroté, ornée de nombreux bois gravés du grand artiste Louis Jou.

Les 12 volumes présentés sous couverture Japon, sous cristal, vous sont offerts au prix exceptionnel de :

150 F seulement réglables au comptant ou (au lieu de 240 F) les 12 volumes

14 F par mois (12 versements)

ŒUVRES COMPLÈTES D'ANDRÉ MAUROIS

de l'Académie Française

42 ŒUVRES - 42 CHEFS-D'ŒUVRE réunis en 16 forts volumes (15x21)

EDITION DE LUXE sur velin du Marais, à tirage limité et numéroté, ornée de nombreux bois gravés du grand artiste Louis Jou.

Les 16 volumes présentés sous couverture Japon, sous cristal, vous sont offerts au prix exceptionnel de :

200 F seulement (au lieu de 320 F) les 16 volumes réglables au comptant ou **18,50 F par mois** (12 versements)

LES ŒUVRES complètes de FRANÇOIS MAURIAC et d'ANDRÉ MAUROIS, réunies, peuvent être acquises aux conditions spéciales suivantes :

Les 28 volumes ... 26 F par mois (15 versements)

BULLETIN-REPOSE à adresser au :

Service Publicité de « SYNDICALISME UNIVERSITAIRE »

82, rue d'Hauteville - PARIS (10^e)

Veuillez m'adresser immédiatement, franco de port à domicile :

LES ŒUVRES COMPLÈTES DE F. MAURIAC (1)
LES ŒUVRES COMPLÈTES D'A. MAUROIS (1)
LES ŒUVRES COMPLÈTES DES DEUX AUTEURS REUNIS (1)

Je vous réglerai, après livraison, à crédit, en mensualités de (1) ou au comptant (1).

NOM, Prénoms (en capitales)

Adresse Ville

Profession

N° C.C.P. ou bancaire

Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles.

SEINE-MARITIME (premier degré)

S.G.E.N., 21 bis, boulevard Gambetta, Rouen, tél. 71-21-48 (permanence chaque jeudi).

Secrétaire premier degré (renseignements, adhésions, démarches) : Bernard Charon, instituteur, 3, rue P.-Janet, Yainville (Seine-Maritime), tél. 76-66-25 (permanence, téléphone, chaque soir).

APPEL AUX ENSEIGNANTS DES C.E.T.

Nous reproduisons ci-dessous l'appel lancé aux personnels par chacun des quatre syndicats des C.E.T. pour les inviter à appuyer la demande d'ouverture de négociations sur la réduction des maxima de service.

Cet appel a déjà fait l'objet d'un supplément ronéoté adressé à chaque responsable de C.E.T., en date du 26 septembre. Comme nous le précisons alors dans le texte de présentation :

- Il n'est pas question de grève mais du refus d'assurer tout service qui n'est pas prévu dans les statuts et les textes d'application.
- Il s'agit d'une première étape dans la reprise de l'action dans les conditions nouvelles créées par l'attitude réactionnaire du régime (loi antigrève du 31 juillet).
- Il importe que nos collègues sentent dès maintenant qu'une action plus dure sera sans doute nécessaire et qu'ils s'y préparent.

Les mois de vacances ont été utilisés comme il était prévisible par le gouvernement pour aggraver la situation des travailleurs.

Une atteinte sérieuse a été portée au droit de grève.

La mise sous tutelle de certains personnels de l'Education Nationale dont la nomination est subordonnée à l'approbation des préfets amorce une grave attaque contre l'indépendance de l'Université. Le plan dit « de stabilisation économique » veut faire porter le poids des sacrifices sur le dos des travailleurs, qui devraient renoncer à leurs revendications.

Cette situation a des incidences graves sur nos propres problèmes.

Non seulement les problèmes de reclassement de la fonction enseignante et de la fonction publique restent entiers, mais l'essentiel de ceux qui concernent nos catégories n'a reçu aucune solution, qu'il s'agisse des statuts ou des mesures de titularisation des maîtres auxiliaires, par exemple.

En particulier, l'allègement des maxima de service, pour lequel nous avons déjà déposé un projet concret et raisonnable en mai, est toujours au point mort.

Après votre action réussie de mai dernier, l'Administration avait dû concéder des promesses, sinon de règlement total, du moins d'une amorce de règlement.

Mais il est de ces promesses comme des précédentes.

En raison de l'attitude gouvernementale, si nous essayons de nouveaux refus, il nous faudra rapidement organiser une action de grève nationale d'une certaine ampleur.

Il faut vous y préparer. Nous vous consulterons à ce sujet.

POUR LES P.E.T.T. D'ENSEIGNEMENT MENAGER, COMMERCIAL ET SOCIAL qui sont intéressés au même titre que tous les P.E.T.T. à l'allègement des maxima se pose le problème particulier des majorations de service.

Or, aucun texte postérieur au statut ne prévoit, pour les C.E.T., de telles majorations (système des 2/3).

IL FAUT EN FINIR AVEC CES DISCRIMINATIONS. C'est pourquoi nous demandons à ces collègues, conformément à leurs vœux, d'assurer seulement le service prévu par le statut, c'est-à-dire un maximum de 25 heures effectives.

Toute heure au-delà de la 25^e doit être considérée comme heure supplémentaire et, à ce titre, elle ne peut être imposée.

Afin d'appliquer concrètement ces consignes, nous vous prions :

- a) d'intervenir auprès des chefs d'établissement pour que les emplois du temps des P.E.T.T. d'enseignement ménager, commercial et social n'excèdent pas le maximum statutaire de 25 heures effectives ;
- b) au cas où l'établissement d'un emploi du temps de 25 heures effectives ne serait pas retenu, de supprimer les heures excédentaires en début ou en fin de journée, de façon à permettre aux chefs d'établissement soit d'obtenir la nomination d'auxiliaires qui assureront le ser-

A la rentrée scolaire, alors que les conditions de travail vont être plus difficiles, les maxima de service restent ce qu'ils étaient.

Nous ne l'acceptons pas.

C'est pourquoi nous demandons, par lettre au ministre, l'ouverture immédiate de pourparlers sur la base des revendications que nous avons déposées.

COMMENT MENER LA BATAILLE ?

Nous ne sommes plus en mai. Pour l'instant, nous devons tenir compte de la loi du 29 juillet 1963 et modifier notre tactique.

Dans un premier temps, et pour le 7 OCTOBRE au plus tard, nous vous demandons :

— de NE PAS ALLER AU-DELA DES EXIGENCES DES STATUTS ET DES TEXTES POSTERIEURS AUX STATUTS ;

— de REFUSER LES HEURES SUPPLEMENTAIRES (à l'exclusion des heures de cours professionnels et de promotion) qui vous seraient éventuellement demandées. Aucun texte applicable aux C.E.T. ne vous contraint à faire ces heures.

Nous vous signalons que le refus des heures supplémentaires va dans le sens de notre revendication d'allègement des maxima et doit conduire l'Administration à s'engager dans une politique de création de postes.

En raison de l'attitude gouvernementale, si nous essayons de nouveaux refus, il nous faudra rapidement organiser une action de grève nationale d'une certaine ampleur.

Il faut vous y préparer. Nous vous consulterons à ce sujet.

POUR LES P.E.T.T. D'ENSEIGNEMENT MENAGER, COMMERCIAL ET SOCIAL qui sont intéressés au même titre que tous les P.E.T.T. à l'allègement des maxima se pose le problème particulier des majorations de service.

Or, aucun texte postérieur au statut ne prévoit, pour les C.E.T., de telles majorations (système des 2/3).

IL FAUT EN FINIR AVEC CES DISCRIMINATIONS. C'est pourquoi nous demandons à ces collègues, conformément à leurs vœux, d'assurer seulement le service prévu par le statut, c'est-à-dire un maximum de 25 heures effectives.

Toute heure au-delà de la 25^e doit être considérée comme heure supplémentaire et, à ce titre, elle ne peut être imposée.

Afin d'appliquer concrètement ces consignes, nous vous prions :

- a) d'intervenir auprès des chefs d'établissement pour que les emplois du temps des P.E.T.T. d'enseignement ménager, commercial et social n'excèdent pas le maximum statutaire de 25 heures effectives ;
- b) au cas où l'établissement d'un emploi du temps de 25 heures effectives ne serait pas retenu, de supprimer les heures excédentaires en début ou en fin de journée, de façon à permettre aux chefs d'établissement soit d'obtenir la nomination d'auxiliaires qui assureront le ser-

ÉCHELLE II - RÉGULARISATION

CIRCULAIRE
DU 2 SEPTEMBRE 1963

Aux Recteurs

Etant donné les mesures prévues à compter du 1^{er} octobre 1963 concernant la suppression de l'échelle II pour certaines catégories de personnels, j'ai l'honneur de vous faire connaître ci-dessous les instructions destinées à régulariser la situation des professeurs techniques adjoints et surveillants généraux de collèges d'enseignement technique, jusqu'à la date du 30 septembre 1963.

Chapitre I. — Promotions d'échelon

A. — A l'intérieur de l'échelle I

Il sera procédé à l'avancement d'échelon à l'intérieur de l'échelle I indépendamment du travail relatif à la promotion éventuelle des intéressés à l'échelle II de leur grade.

Les promotions au choix et à l'ancienneté accordées aux professeurs techniques adjoints et surveillants généraux devront être prononcées jusqu'au 30 septembre 1963 inclus.

B. — Promotions d'échelon à l'intérieur de l'échelle II

Pour ces promotions, deux périodes sont à distinguer :

1^o Période du 1^{er} mai 1961 au 20 septembre 1962 (régularisation) :

Les fonctionnaires promus à l'échelle II avec effet du 1^{er} mai 1961, qui avaient bénéficié, postérieurement à cette date, d'une promotion au choix ou à l'ancienneté dans l'échelle I, doivent être promus automatiquement dans les mêmes conditions à l'intérieur de l'échelle II. Il s'agit d'un simple transfert de promotions d'une échelle à l'autre, indépendamment de tout pourcentage, les conditions d'avancement étant identiques dans les deux échelles aux échelons correspondants.

2^o Période du 21 septembre 1962 au 30 septembre 1963 inclus (avancement d'échelon dans les conditions normales) :

Conformément à l'article 4 du décret 61-1008 du 7 septembre 1961, il sera attribué aux intéressés, après avis de la commission administrative paritaire compétente, les promotions auxquelles ils pourront prétendre, au choix ou à l'ancienneté, compte tenu des pourcentages autorisés.

Chapitre II. — Avancement à l'échelle II

De nouvelles promotions à l'échelle II dans le cadre des professeurs techniques adjoints et le cadre des surveillants généraux de collèges d'enseignement technique doivent être effectuées d'une part à compter du 15 septembre 1961, d'autre part à compter du 21 septembre 1962.

En vue de régler cette question dans un délai aussi court que possible, l'envisage de mener les travaux concernant ces deux derniers contingents de promotions à l'échelle II de la façon suivante :

A. — Avancement à l'échelle II des professeurs techniques adjoints et surveillants généraux de collèges d'enseignement technique à compter du 15 septembre 1961

La situation des effectifs du 1^{er} mai 1961, que vous n'avez communiquée, laissant supposer la promotion possible à l'échelle II à compter du 15 septembre 1961 des :

- professeurs techniques adjoints rangés au 15 septembre 1961 dans les 11^e et 10^e échelons,
- surveillants généraux rangés au 15 septembre 1961 dans les 11^e, 10^e et 9^e échelons,

je vous demande d'effectuer de toute urgence la préparation relative à la promotion des intéressés.

Les projets d'arrêté seront gardés provisoirement en instance, jusqu'à ce que mes ser-

vices aient pu établir, de façon précise, la situation des effectifs sur le plan national à la date du 15 septembre 1961.

B. — Avancement à l'échelle II des professeurs techniques adjoints et surveillants généraux de collèges d'enseignement technique à compter du 21 septembre 1962

Pour ce dernier contingent de promotions à l'échelle II, vous voudrez bien faire établir les documents suivants, qui me seront adressés en vue de fixer le nombre et la liste des intéressés.

1^o Pour chaque échelon, un tableau de classement par ordre d'ancienneté d'âge (c'est-à-dire par ordre de date de naissance) des professeurs techniques adjoints et surveillants généraux de collèges d'enseignement technique rangés au 21 septembre 1962 dans les échelons désignés ci-dessous :

- professeurs techniques adjoints : 11^e, 10^e et 9^e échelons,
- surveillants généraux : 11^e, 10^e, 9^e et 8^e échelons.

2^o Un état faisant apparaître la nouvelle répartition numérique des effectifs de l'échelle II pour votre académie, à la date du 21 septembre 1962.

Dans cette nouvelle répartition au 21 septembre 1962, seront compris (comme s'ils avaient été promus à l'échelle II au 15 septembre 1961) les fonctionnaires proposés pour l'échelle II au 15 septembre 1961 (arrêtés en instance), sous réserve, bien entendu, qu'ils soient toujours en fonctions au 21 septembre 1962.

..

Cas particuliers

a) Ne peuvent être promus à l'échelle II — les agents en congé de longue durée ou en disponibilité pour raison de santé, — les agents de l'échelle I pour lesquels une procédure disciplinaire serait en cours ou envisagée.

b) Fonctionnaires rapatriés d'Algérie — Ne pourront également être compris pour ces promotions les fonctionnaires rapatriés d'Algérie, dont la situation sera régularisée ultérieurement par les services de l'Administration centrale.

c) Fonctionnaires mutés — Le cas des fonctionnaires mutés sera examiné par la dernière académie d'accueil, qui détient actuellement les dossiers des intéressés.

d) Fonctionnaires retraités. — Les fonctionnaires retraités, maintenus en fonctions, cessent d'être promouvables dès le jour de leur mise à la retraite et non à la date de cessation de fonctions.

e) Fonctionnaires détachés — Les promotions à l'échelle II, accordées aux fonctionnaires détachés dont le cas jusqu'ici avait été réservé, devront être comprises dans l'effectif budgétaire métropolitain.

En conséquence, vous voudrez bien comprendre les fonctionnaires détachés dans vos travaux concernant chacune des dates du 15 septembre 1961 et du 21 septembre 1962.

Les fonctionnaires détachés devant bénéficier de l'avancement à l'échelle II dans les mêmes conditions que celles appliquées aux fonctionnaires métropolitains de la même catégorie, vous voudrez bien, également, examiner la situation des détachés au 1^{er} mai 1961, et pour régularisation, prononcer le cas échéant, de toute urgence, à compter du 1^{er} mai 1961, la promotion à l'échelle II des professeurs techniques adjoints et surveillants généraux de collèges d'enseignement technique détachés, qui rempliraient les conditions d'âge et de classement requises à cette date pour les fonctionnaires de même catégorie en fonctions en métropole.

ACADEMIE DE STRASBOURG A LA SUITE DE LA GREVE DE L'ENSEIGNEMENT MENAGER DU 21 JUIN 1963

Ce fut avec une unanimité presque parfaite que nos collègues ont répondu à l'appel de grève lancé le 21 juin dernier (95 % de grévistes).

Une fois de plus, il s'agissait de la réduction d'horaires, réduction qui prend chez les professeurs d'enseignement ménager un double aspect. Il s'agit en effet d'obtenir à la fois une réduction comparable à celle que réclament avec les chefs d'atelier, les P.T.A. et les P.E.G., tous les autres P.E.T.T., et l'abolition de la règle des 2/3, règle inique s'il en est et parfaitement anachronique compte tenu des sujétions particulières à la catégorie.

Le succès de l'action entreprise sur le plan de l'Académie de Strasbourg trouvera ses échos dans la combativité de tout le personnel qui, sur l'ensemble de la France, s'est engagé dans la lutte pour l'amélioration de nos conditions de travail.

Les responsables académiques C.F.T.C. et F.O. de l'Enseignement ménager.

Mlles Malet, Muller, Westermann.

STAGIAIRES DES E.N.N.E.P.

Notre Congrès national a demandé :
a) En ce qui concerne les affectations en E.N.N.E.P.

— que la répartition des stagiaires entre les différentes E.N.N.E.P. soit plus conforme à leurs vœux, et prenne davantage en considération la situation familiale et les problèmes de logement des intéressés ; que, dans ce but, les représentants des syndicats puissent participer à une commission spéciale des affectations ;

b) En matière de reclassement des stagiaires des E.N.N.E.P.

— la prise en compte intégrale de toutes les années d'enseignement, notamment de l'année préparatoire au stage pédagogique et des années de fonction comme instituteur suppléant ;

— pour les P.E.G., la prise en compte des années d'activité professionnelle antérieure ayant un rapport avec leur nouvelle fonction ;

c) En ce qui concerne l'emploi du temps et la préparation du C.A.E.C.E.T.

— que soient unifiés les programmes des différentes E.N.N.E.P. dans le sens

d'une réelle et égale formation pédagogique des stagiaires ;

— que soient allégés les horaires, de façon que les stagiaires de toutes les sections puissent parfaire plus facilement leurs connaissances culturelles et que les emplois du temps précis et identiques soient déterminés pour les sections semblables ;

— que lors de l'inspection du C.A.E.C.E.T., le jury comprenne effectivement un professeur d'E.N.N.E.P. et un collègue de la spécialité ; que les notes du C.A.E.C.E.T. soient communiquées au professeur dès la délibération du jury, afin de permettre au candidat, en cas d'échec de disposer d'une période suffisante de préparation pour l'épreuve écrite qu'il devra subir à nouveau ;

— que l'emploi du temps prévoie des contacts pédagogiques et des échanges de vues entre P.E.G., P.T.A. et P.E.T.T. ;

— que, dans toutes les E.N.N.E.P., soit accordée la journée du samedi, eu égard, à la situation familiale de la plupart des stagiaires ;

— que toutes facilités soient accordées pour la préparation du C.A.P.E.T.

d) Sur le chapitre des primes et indemnités

— que le remboursement des frais de voyage engagés à l'occasion de l'oral du concours soit accordé à tous les stagiaires ;

— que le remboursement des frais de déplacement pour se rendre dans les C.E.T. d'application à l'occasion des stages pratiques leur soit également consenti ;

— que le bénéfice de la prime de scolarité soit étendu aux stagiaires qui n'étaient pas préalablement membres de l'éducation nationale et aux élèves-professeurs en année préparatoire ;

— que le droit au remboursement des frais de déménagement entraînés par l'affectation en fin de stage soit reconnu indistinctement à tous les stagiaires ;

— qu'en vue de la répartition de la prime d'équipement une commission mixte « administration de l'E.N.N.E.P. — représentants syndicaux des stagiaires — soit constituée dans chaque école normale et tienne compte équitablement des besoins personnels des intéressés ;

SERVICE des P.T.A.

Paris, le 20 septembre 1963.
La section des lycées techniques
du S.G.E.N.

M. le Directeur du Personnel,
Ministère de l'Education Nationale
110, rue de Grenelle, PARIS (7^e).
Monsieur le Directeur,

Nous avons l'honneur d'attirer votre
bienveillante attention sur le problème
du service des P.T.A. des lycées techni-
ques.

La définition de leur service hebdoma-
daire date déjà d'une douzaine d'années
(c. 2956/2 de 1950) et se réfère à des
critères complètement dépassés en 1963
et qui le seront encore davantage dans
un avenir immédiat.

Vous n'êtes pas sans connaître toutes
les raisons qui rendent nécessaire une
révision des conditions de travail des
P.T.A. ; remarquons seulement que le
progrès constant des techniques et l'évo-
lution pédagogique contraignent les P.T.A.
à accroître leurs propres connaissances et
à changer totalement les méthodes tra-
ditionnelles de leur enseignement prati-
que.

La dernière session du baccalauréat,
série M.T., a montré que les épreuves tech-
niques sont désormais conçues pour juger
de l'intelligence technique et non plus
pour consacrer l'acquisition d'automatis-
mes. Il en est de même pour le concours
d'entrée des E.N.I.A.M., et les différents
diplômes de l'enseignement technique évo-
luent dans cette perspective.

Le recrutement des élèves en 2^e techni-
que, tel que le connaissent depuis plu-
sieurs années les P.T.A. de Paris, va se
généraliser et exigera un niveau de
compétence, un rythme et une densité
d'enseignement sans commune mesure
avec l'enseignement pratique d'hier. Dans
le même ordre d'idée, il faut remarquer
que la réduction probable de l'horaire des
ateliers dans les classes conduisant au
baccalauréat technique transformera dé-
finitivement les méthodes d'enseignement.

Le S.G.E.N., dans les conclusions de
son étude sur les horaires et programmes,
présentés en 1960 à M. le directeur Re-
verdy, avait préconisé la plupart des
changements actuels ; mais nous main-
tenons que ces changements exigent une
augmentation sensible de leur temps de
travail personnel.

Le rôle d'entraîneur et de surveillant
joué traditionnellement par le P.T.A. de-
vient sans conteste celui d'un professeur
d'enseignement général ou technique théo-
rique. Cette évolution demande au
P.T.A. beaucoup de temps à la fois pour
se hisser au niveau exigé pour actualiser
sans cesse ses connaissances et surtout
pour préparer ses cours.

C'est pourquoi, au moment où l'ensei-
gnement des techniques prend un nou-
veau visage nous vous demandons de
reconnaître que l'heure d'atelier est équi-
valente à l'heure d'enseignement général
et de définir ainsi de nouveaux maxima
de service pour les P.T.A.

Nous sommes persuadés que vous vou-
drez bien admettre cet ajustement com-
me vous avez admis, l'an dernier, celui
concernant le problème analogue de l'ini-
tiation technologique.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le
Directeur, l'expression de nos sentiments
respectueux et dévoués.

Pour la Commission Syndicale
des Techniciens :
Robert VINCELET.

SKI

de décembre à mai. Prix spé-
ciaux pour familles et collecti-
vités. Demi-tarif en janvier.
Réservation de bonne heure.
HOTEL CLUB INTERVAL
Val-d'Isère (Savoie)

La publicité est reçue au
CABINET COURTOT
9, rue de Clichy - PARIS 9^e
PIG : 82-33
C.C.P. PARIS 18 385-72

Directeur de la publication
Charles CULOT

Imprimerie spéciale
de « Syndicalisme Universitaire »
5, rue du Cornet. Le Mans

Travail exécuté par des syndiqués

LA GRÈVE CONTINUE

La grève continue, tel est le mot d'ordre en ce début de
semaine. Et voici pourquoi : en nous recevant à la veille de la
rentrée M. Fouchet nous a fait connaître ses propositions : aug-
mentation de 11 % du taux de rémunération des heures supplé-
mentaires. Nous lui avons alors fait remarquer que le refus des
heures supplémentaires avait été décidé par notre organisation
dans le but d'attirer l'attention sur deux graves questions : les
conditions de travail dans les établissements de second degré ;
la crise du recrutement des professeurs. Qui ne voit pas d'ailleurs
que les deux problèmes sont étroitement liés ? Dans ces condi-
tions le relèvement, d'ailleurs insuffisant, de la rémunération des
heures supplémentaires ne répond pas à notre attente ; c'est pour-
quoi nous avons demandé au ministre la création d'une commis-
sion réunissant les représentants des pouvoirs publics et des
syndicats : à notre avis, la compétence de cette commission
devrait être TRES LARGE : conditions de travail, maxima de
service des certifiés, rémunération des enseignants : en un mot
ELLE DEVRAIT ETRE CHARGÉE DE PROPOSER DES SOLUTIONS
A LA CRISE DU RECRUTEMENT.

Il est évident que tant que les traitements des enseignants
n'auront pas été améliorés NOTAMMENT EN DEBUT DE CAR-
RIERE, la crise continuera de sévir.

Il est vrai que M. Fouchet est un homme résolument opti-
miste : sans doute la rentrée a-t-elle été particulièrement diffi-
cile dans le second degré ; mais M. Fouchet est persuadé que
la crise a atteint son paroxysme : il suffit donc de savoir atten-

dre patiemment que les années nouvelles nous apportent les
forts contingents de professeurs dont nous avons besoin. Lui
objecterez-vous que la crise, en maîtres et en locaux, gagnera
bientôt le supérieur ? M. Fouchet est persuadé que les statisti-
ques qu'on lui présente sont nettement exagérées. Une telle
sérénité, à un tel poste de responsabilités, n'a pas laissé de nous
impressionner.

M. Fouchet nous a déclaré qu'il allait réfléchir à nos pro-
positions, et qu'il nous convoquerait pour nous donner sa ré-
ponse. Nous l'attendons toujours. La semaine dernière, la Fédé-
ration de l'Education Nationale a été reçue : à l'issue de cet
entretien le ministère a publié un communiqué dans lequel la
proposition commune aux syndicats de création d'une commis-
sion a bien été retenue, mais en termes tellement vagues que nous
ne pouvons nullement considérer que nous avons satisfaction.
Il faut que la composition, la compétence, les pouvoirs de cette
commission soient nettement définis. Nous voulons être sûrs
que les propositions qui en émaneront ne resteront pas lettre
morte. Il n'est pas question que les pouvoirs publics se débar-
rassent de cette grève, dont l'efficacité est incontestable, et les
raisons bien comprises du public, par des promesses en l'air.
Nous voulons des engagements précis et fermes. Le gouverne-
ment doit se persuader que la proverbiale patience des profes-
seurs a une contrepartie : leur obstination.

J. JULLIARD.

**VINS FINS
d'ALSACE**

de propre production, col-
lis assortis Sylvaner, Ries-
ling, Gewurtztraminer.
12 bout. Fr. 48
24 bout. Fr. 94

FRANCO

Ch. BECK Dambach-la-Ville, (B.-Rhin)

Les cotisations sont les seules
ressources de votre syndicat
L'indépendance coûte cher !

B.O. Partie
générale

I. — STATUT :

Réglementation des recrutements.
Circulaire du 21-12-1962, « B.O. » n° 33,
p. 1865

II. — ELEVES.

— Accueil des élèves et des maîtres.
Circulaire du 12-9-1963, « B.O. » n° 33,
p. 1898.

— Transports scolaires subventionnés sur
les lignes de la S.N.C.F.
Circulaire du 3-8-1963, « B.O. » n° 33,
p. 1899.

**AUX MEMBRES
DU COMITÉ NATIONAL**

Le premier C.N. de l'année sco-
laire 1963-1964 est fixé aux di-
manche et lundi 10 et 11 novembre.

au B.O. 2^e degré

— Conditions exceptionnelles d'accès au
cadre des professeurs certifiés.

Circulaire du 12-9-1963, « B.O. » n° 33,
p. 1865.

Echelonnement indiciaire de certains
personnels enseignants relevant de l'Édu-
cation nationale (D.I.-admissibles).

Arrêté du 30-8-1963, « B.O. » n° 33,
p. 1874.

I.P.E.S.

— Nombre d'élèves professeurs pouvant
être autorisés à préparer l'agrégation dans
les Instituts de préparation aux enseigne-
ments du second degré durant l'année uni-
versitaire 1963-64.

Arrêté du 24-8-1963, « B.O. » n° 33,
p. 1885.

— Nomination d'adjoints d'enseigne-
ment stagiaires (réservée aux A.E. ensei-
gnant à plein temps, faisant fonction de
S.G. ou de bibliothécaire-documentaliste).

Circulaire du 31-8-1963, « B.O. » n° 33,
p. 1907.

VADE MECUM

du second degré

5,50 F

de l'E. T.

5,50 F

des instituteurs

5,50 F

de l'enseignement supérieur

3,50 F

du C. N. R. S.

3,50 F

port compris

COMMANDES :

— à votre responsable S.G.E.N.

— au S.G.E.N.

C.C.P. PARIS 8776-93

BUREAU NATIONAL du second degré et du Technique

14 SEPTEMBRE 1963

PRESENTS : Julliard, Clergeot, Mlle
Cartier, Lebon, Lefebvre, Girard, Deva-
rieux, Vincelet, Mlle Gilson, Mlle Huck,
Mlle Pelletier, Goulon, André.

I. — ORGANISATION

La formule des bureaux communs est
maintenant rodée. Julliard fait part à
l'Assemblée du départ de Montagnier
(Technique) au service militaire et de la
participation au travail du plan national
de Clergeot (Besançon) et Michel (An-
gers). La réparation effective des tâches
de chacun se fera dans les semaines à
venir et un organigramme précis pourra
être alors publié. Une liaison plus étroite
du Bureau avec la Commission d'action
revendicative sera réalisée.

II. — HEURES SUPPLEMENTAIRES

Julliard met les sections au courant
des contacts qui ont pu être pris avec le
S.N.E.S. et de la décision d'une rencontre
avec Dhombres le lundi 16. Il informe
le Bureau des projets du ministère con-
cernant un nouveau mode de calcul de
l'abattement sur le paiement des H.S.
(pour tenir compte des vacances), ce qui
reviendrait à augmenter ces heures de
10 à 12 %. Le Bureau insiste sur la prio-
rité qui doit être donnée à une revalori-
sation d'ensemble de la fonction ensei-
gnante, seule solution aux difficultés que
connaît l'E.N. Relever seulement le taux
des H.S. serait donner une prime à une
activité par définition antisyndicaliste.

Girard expose ensuite, d'un point de
vue juridique, les conséquences possibles
des refus des 2 heures obligatoires. Le
Bureau se prononce pour ce refus. Cler-

Tous degrés

Changement de catégorie

Décret n° 47-1457 du 4 août 1947,
formellement maintenu en vigueur par
l'ordonnance du 4 février 1959 (article 56).

Pour les fonctionnaires titulaires qui
changent de catégorie, ce décret précise
que :

« Ces fonctionnaires sont nommés à
l'échelon de début de leur nouveau grade... »

« Au cas où la rémunération afférente
à cet échelon de début se trouverait infé-
rieure à celle qu'ils percevaient antérieu-
rement, une indemnité compensatrice sera
accordée... »

« Cette indemnité est égale à la dif-
férence existant entre les montants des
traitements budgétaires bruts afférents à
chacun des deux grades, augmentés des
seuls éléments bruts soumis à retenue pour
pensions civiles... »

Remarques. — Ces dispositions sont à
appliquer dans l'attente (exagérément lon-
gue) du reclassement.

— Les titulaires qui entrent en C.P.R.
doivent être payés intégralement par leur
administration d'origine, jusqu'au moment
où l'administration des C.P.R. les prend en
charge

geot, puis Pinoteau, discutent le cas des
collègues des lycées techniques et écoles
normales auxquels des consignes d'action
seront données en fonction des situations
locales.

III. — EXPERIENCE D'AMENAGEMENT
DES SERVICES DE L'ETAT EN
BOURGOGNE ET HAUTE-NORMANDIE

Dans le cadre de cette expérience, les
préfets coordonnateurs de ces deux régions
disposent d'un droit de veto sur le mou-
vement du personnel rectoral. Le Bureau
émet une vigoureuse protestation contre
cette ingérence du pouvoir au sein de
l'Université et mandate le Bureau Nation-
al pour suivre de très près cette ten-
tative de mainmise sur l'enseignement.

IV. — RETARDS DES SERVICES
MINISTERIELS DANS LA SIGNATURE
DES ARRETES DE PAIEMENT

Mlle Gilson signale que (faute de cré-
dits ?) une foule d'arrêts de promo-
tions ne sont pas signés : promotions à
l'échelle 2 « en panne » depuis janvier 63,
promotions du personnel administratif...
pour l'année 61-62 ! etc.

VACANCES DE NEIGE

de NOEL à PAQUES départs hebdomadaires
pour les plus belles stations de SKI. Convois
spéciaux pour enfants.

EUROPE LOISIRS - 38, RUE ÉCOLES
PARIS 5^e — ODE 62-57

**Vous en avez déjà entendu parler,
on en parlera encore cette année**

ACTION REVENDICATIVE

par J. BROCARD

ABATTEMENT DU 1/6

Pour les fonctionnaires SEDentaires (1) abattement du 1/6 du nombre d'annuités à prendre en compte pour le calcul du montant de la pension.

Exemple : pour un total de services s'élevant à 30 annuités au moment du départ en retraite, la pension sera calculée sur 30 annuités pour le fonctionnaire « ACTIF » et sur 25 (5/6) pour le fonctionnaire « SEDENTAIRE ».

● La pression des fédérations de fonctionnaires a amené le gouvernement à promettre la suppression de cet abattement.

Un groupe de travail présidé par M. CROS (E.N.) et auquel participent des représentants de la Fonction publique du Budget et des fédérations de fonctionnaires (Marchetti et Brocard pour la C.F.T.C.) a été mis en place en juin afin d'étudier les modalités de suppression de l'abattement du 1/6. Il se réunira pour la deuxième fois le 2 octobre.

HARMONISATION

Politique tendant à supprimer le décalage qui existe à qualification et responsabilités comparables, entre la situation du fonctionnaire et celle de l'agent du secteur nationalisé (S.N.C.F., E.D.F. G.D.F., etc.).

● On en parle depuis la loi du 3 avril 1955 qui faisait obligation au gouvernement « de déposer avant le 1^{er} octobre 1956 un projet de loi portant, compte tenu des droits acquis, harmonisation et péréquation des statuts et des rémunérations applicables tant aux personnels de l'Etat en activité et en retraite, qu'aux diverses entreprises et organismes nationaux à caractère économique, industriel et social, placés sous la direction ou le contrôle de l'Etat ».

● Les divers groupements ont, sous la pression syndicale, renouvelé solennellement les engagements antérieurs.

● Mais tous les « plans » successivement mis au point se sont traduits, au mieux, par le maintien d'un certain parallélisme illusoire entre les décisions prises concernant le secteur nationalisé et celles prises en faveur des fonctionnaires.

Observons que :

— des POURCENTAGES d'augmentation du traitement de base sensiblement identiques appliqués, aux départs, à des traitements inférieurs dans la fonction publique, loin de contribuer à une harmonisation tendent à accroître le décalage intégral ;
— la situation est aggravée, pour les fonctionnaires en raison notamment :

— de l'ECHELONNEMENT des étapes, généralement plus défavorable pour les fonctionnaires ;

— des éléments de rémunération autres que le traitement de base et de diverses dispositions statutaires plus favorables dans le secteur nationalisé.

● Le S.G.E.N. avec la Fédération des fonctionnaires C.F.T.C. maintient la revendication d'harmonisation.

DISTORSIONS (de la grille hiérarchique)

● En 1948 tous les fonctionnaires ont été répartis sur un éventail hiérarchique allant de l'indice 100 à l'indice 800 (indices nets). LE FONCTIONNAIRE CLASSE A L'INDICE 800 DEVRAIT PERCEVOIR UN TRAITEMENT NET EGAL A HUIT FOIS LE TRAITEMENT NET DU FONCTIONNAIRE CLASSE A L'INDICE 100.

● Toutefois le système fiscal en vigueur (surtaxe PROGRESSIVE sur les salaires) amène à constater que le fonctionnaire classé à 800 percevra un TRAITEMENT NET huit fois égal à celui de son collègue du point 100 à condition de multiplier le traitement brut par 11,65. D'OU LA GRILLE EN INDICES BRUTS 100-1165.

Mais depuis lors, les positions relatives des fonctionnaires ont été faussées par divers éléments ayant leur origine dans la volonté systématique des gouvernements de limiter le plus possible l'effort budgétaire pour les traitements. Les politiciens et techniciens des Finances ont « inventé » :

— Pour augmenter les fonctionnaires du bas de l'échelle sans toucher aux autres

● en 1933 une INDEMNITE DEGRESSIVE s'arrêtant à l'indice net 169 ;

● en 1955 un élément dégressif portant sur l'indemnité de résidence (ABONDEMENT RESIDENTIEL) allant jusqu'à l'indice net 250.

— Pour augmenter le traitement des fonctionnaires de rang élevé dont on craignait l'évasion

● en 1954 une PRIME HIERARCHIQUE PROGRESSIVE pour les fonctionnaires situés au-dessus de l'indice net 450.

● en 1955 le montant de cette prime est traduit en INDICES BRUTS, ce qui modifie la courbe des indices. En outre tous les fonctionnaires situés au-dessus de 650 net sont placés HORS ECHELLE. Leurs indices deviennent des LETTRES. Officiellement, les lettres ne correspondent pas à des indices mais à des NIVEAUX DE TRAITEMENT.

DES MOTS-CLÉS du vocabulaire revendicatif

● **Indice net** : Nombre compris entre 100 et 800 situant la place de chaque fonctionnaire dans la grille hiérarchique telle qu'elle a été établie en 1948.

● **Indice nouveau (ou réel)** : Nombre compris entre 100 et 760 (depuis le 1^{er} avril 1963). Sert de multiplicateur pour le calcul du traitement de chaque fonctionnaire.

● **Traitement de base** : Traitement annuel brut du fonctionnaire classé à l'indice 100. Sert de multiplicande pour le calcul du traitement de chaque fonctionnaire.

● **Traitement brut (soumis à retenue pour la retraite)** : Pour chaque fonctionnaire, produit du traitement de base par l'indice nouveau.

● **Traitement net** : Traitement brut diminué des retenues (retraite, Sécurité sociale, M.G.E.N.).

● **Indemnité de résidence (I.R.)** : Pourcentage du traitement brut (20 %, 18 %, 16,50 %, 15,25 %, 14 %, 12,75 % selon les zones) qui s'ajoute au traitement net.

J. B.

A ces éléments de distorsion, il conviendrait d'ajouter les variations de calcul de la surtaxe progressive, variations qui auraient dû se traduire par des modifications corrélatives des indices bruts.

En conséquence la courbe des traitements n'est plus UNE DROITE mais une LIGNE BRISÉE.

Les victimes de ces distorsions : les fonctionnaires classés, en 1948 entre les indices nets 250 et 450 — les instituteurs, la plupart des certifiés et les agrégés des premiers échelons ;

Avec la Fédération des fonctionnaires C.F.T.C., le S.G.E.N. réclame la correction des distorsions.

(1) Les instituteurs sont considérés comme « actifs » les professeurs de second degré comme « sédentaires ».

AUDIENCE MINISTÉRIELLE

Une délégation du S.G.E.N. (Mlle Cartier, Brocard, Julliard, Martinet, Natanson, Pinoteau) a été reçue le 19 septembre par M. Fouchet, ministre de l'Education Nationale. M. Cros, directeur de l'Administration générale et des services communs, assistait M. le Ministre.

Après avoir présenté les excuses de Vignaux, secrétaire général, Brocard a indiqué les principaux problèmes dont le S.G.E.N. souhaitait entretenir le Ministre : Heures supplémentaires dans le second degré ; Maxima de services des C.E.T., conditions générales de la rentrée (locaux, personnels) et situation créée dans l'Université par deux textes publiés au « J.O. » pendant les vacances scolaires : le décret du 29 juillet 1963 portant expérience d'aménagement des services de l'Etat dans les circonscriptions d'action régionale de Bourgogne et de Haute-Normandie (réforme administrative) et la loi du 31 juillet 1963 relative à certaines modalités de la grève dans les services publics (loi « anti-grève »).

● La fonction enseignante, carrière refuge, voire carrière rebut, voilà ce qu'elle devient en raison de l'aggravation constante des conditions de travail des enseignants et de l'absence d'un plan de reclassement, déclare Julliard, après avoir rappelé les consignes données par le S.G.E.N. de refus des heures supplémentaires. Julliard précise en outre nos objectifs qui sont d'abord de rendre plus éclatante la crise de recrutement et d'amener le gouvernement à prendre des mesures d'ensemble après étude en commission de travail ou les syndicalistes pourraient faire discuter de leur points de vue.

● M. le Ministre proteste vivement contre les expressions « refuge » et « rebut » et souligne que « jamais le secteur public ne pourra concurrencer le secteur privé ». Heureusement, il y a la « vocation ». Après avoir rappelé les efforts du gouvernement pour l'E.N. et demandé « l'aide des enseignants » M. Fouchet indique que le taux

des heures supplémentaires va être relevé de 11 % et qu'il nous répondra dans quelques jours à propos de notre revendication d'une commission de travail.

● Pinoteau, Brocard, Natanson insistent sur les conditions réelles de la rentrée, y compris dans les classes élémentaires.

La visite faite à certaines écoles de Paris semble avoir donné à M. le Ministre une vue optimiste qui ne correspond pas à la situation de l'ensemble. S'il n'y a plus besoin de recourir à des remplaçants pourvus seulement du B.E. ou du baccalauréat première partie, s'il y a une menace de difficultés de titularisation, cela ne signifie pas qu'il n'y a plus de crise de recrutement dans le premier degré ; cela signifie que le Ministre a pris son parti de conditions l'enseignement anti-pédagogiques et se satisfait de créations de postes en nombre très insuffisant.

● M. Cros n'ignore pas les graves problèmes posés par la pénurie d'enseignants. L'organisation d'une véritable promotion interne lui paraît être un élément sérieux de solution.

Cela n'est pas étranger au S.G.E.N. ; la promotion interne on s'en souvient, est un des points de notre plate-forme.

Collèges d'enseignement technique

Martinet rappelle la nécessité de diminuer les maxima de service dans les C.E.T. et de cesser d'appliquer des mesures discriminatoires (décompte pour 2/3 des heures d'enseignement dit pratique) pour certaines catégories de P.E.T.T., (enseignement ménager notamment). Ce problème est posé depuis de nombreux mois et il a donné lieu à différentes manifestations particulièrement au cours de la semaine d'action du 27 mai au 1^{er} juin. Il est inacceptable que la seule réponse ministérielle ait été la circulaire du 1^{er} août qui, sous couleur de « bienveillance » préconise la retenue d'une journée de traitement.

Cette mesure ne manquera pas d'alourdir le climat de la rentrée.

Martinet préconise la réunion d'une commission « Administration-Syndicats » ayant pour tâche d'établir un plan de réduction des maxima et de proposer les mesures d'application appropriées.

Détachements en Algérie

Mlle Cartier attire l'attention sur la situation de nombreux collègues qui ayant obtenu l'accord de la D.C.C.E. pour un départ à l'étranger, se voient opposer un refus par la direction du personnel. Nous demandons à tout le moins, une meilleure liaison entre deux directions d'un même ministère.

Démantèlement de l'Education Nationale

Le S.G.E.N. avait fondé quelque espoir — après la mise en place sous l'égide de la fonction publique, d'une commission de coordination des services sociaux — d'un véritable développement des services sociaux dans l'E.N. Sous la direction de M. Lebetre, nous pensions que l'hygiène scolaire et les services sociaux prendraient un nouvel essor. Or, l'E.N. semble décidée à abandonner cela à la santé publique. Après l'enseignement agricole, après l'intrusion de plus en plus indiscrète de « la profession » dans l'enseignement technique, Pinoteau constate qu'un nouveau secteur est visé. Il fait part de nos vives inquiétudes. M. le Ministre ne les partage pas. Il reverra néanmoins la question.

La réforme administrative

Après avoir rappelé que la loi du 31 juillet est considérée par le S.G.E.N. comme une loi « anti-grève », Brocard fait part de la vive émotion suscitée chez les universitaires par le décret du 29 juillet et la circulaire d'application. Cette émotion est justifiée par l'autorité donnée aux préfets coordinateurs sur les recteurs. Il y a là, tentative très nette de mise en cause de l'indépendance univer-

sitaire, indépendance sans laquelle les fonctions d'enseignement et de recherche ne sauraient s'épanouir pleinement.

Le Ministre pense que les craintes des universitaires sont mal fondées. Rien n'est changé à la situation antérieure. Au demeurant, s'il y avait opposition du préfet à une nomination, c'est le ministre de l'E.N. qui trancherait en dernier ressort.

Suit un échange de vues à l'issue duquel M. le Ministre d'une part, la délégation, d'autre part restent sur leurs positions.

En conclusion, Brocard exprime l'espoir que ces nouvelles dispositions ne soient pas source de conflit entre les enseignants et les préfets. S'il en était autrement dit-il, cela creuserait, entre le Gouvernement et l'Université un fossé qui serait extrêmement difficile à combler.

J. B.

**Pour tout changement
d'adresse, joindre la
dernière bande et
deux timbres à 0,25**